

CATALOGUE DES IDG 2014

CATALOGUE
DES INFRASTRUCTURES
DE DONNEES GEOGRAPHIQUES
FRANÇAISES

AFIGEO - EUROGI / eSDI-Net



Version actualisée le 27 mai 2014

SOMMAIRE

PRESENTATION DU CATALOGUE.....	4
PANORAMA DES IDG FRANÇAISES EN 2014.....	5
INFRASTRUCTURES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES NATIONALES	13
Atlasanté	14
CARTOMER – Portail cartographique de l’Agence des aires marines protégées	15
Cartorisque / Géorisques	16
Data.shom.fr	17
GéoFoncier – Portail GéoFoncier de l’Ordre des Géomètres-Experts	18
Géolittoral – Plate-forme des données géographiques de la zone littorale	19
Géoportail – Portail des territoires et des citoyens	20
GEOSUD	21
GIS Sol – Groupement d’Intérêt Scientifique Sol	22
ONML – Observatoire national de la mer et du littoral	23
Sextant – Infrastructure de données géographiques marines et littorales	24
SIE – Système d’Information sur l’Eau	25
SINP – Système d’Information sur la Nature et les Paysages	26
INFRASTRUCTURES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES REGIONALES.....	27
Base de Données de Référence – Atelier Parisien d’Urbanisme	28
CIGAL – Coopération pour l’Information Géographique en Alsace	29
CRAIG – Centre Régional Auvergnat d’Information Géographique	30
CRIGE PACA – Centre Régional de l’Information Géographique en Provence-Alpes-Côte d’Azur	31
CRIGEOS – Centre Régional d’Information Géospatiale de Midi-Pyrénées	32
GéoBourgogne – Plate-forme d’échange de données géographiques en Bourgogne	33
GéoBretagne – Plate-forme d’échange de données pour la connaissance des territoires en Bretagne	34
Géo-Centre – Plate-forme d’échange de données géographiques en région Centre	35
GEOGUYANE – Plate-forme mutualisée pour le partage d’informations géographiques en Guyane	36
GéoLimousin	37
Géo Martinique – Centre de ressources géomatiques et Infrastructure de données géographiques de la Martinique	38
GéoMayotte	39
GéoNormandie – Plate-forme d’échanges de données géographiques régionale au service de l’émergence d’une IDG bas-normande	40
GEOPAL – Portail géomatique régional des Pays de la Loire	41
GéoPicardie – Mutualisation de l’Information Géographique En Picardie	42
GEORHONEALPES	43
GUYANE SIG – Plate-forme régionale SIG de la Guyane	44
MiPyGéo – Plate-forme d’échange de données géographiques des services de l’État en Midi-Pyrénées	45
PEGASE – Plate-forme d’Echange Géographique, Application des Services de l’État en Poitou-Charentes	46
PEIGEO – Plate-forme d’Echange de l’Information GEOgraphique à La Réunion	47

PIGMA – Plate-forme de l'Information Géographique Mutualisée en Aquitaine	48
Portail géographique de la Collectivité Territoriale de Corse	49
PPIGE – Plate-forme Publique de l'Information Géographique en Nord-Pas de Calais	50
PRODIGE 971 – Plate-forme Régionale pour Organiser et Diffuser l'Information Géographique de l'État en Guadeloupe	51
PRODIGE Haute-Normandie – Plate-forme Régionale pour Organiser et Diffuser l'Information Géographique de l'État en Haute-Normandie	52
PRODIGE Rhône-Alpes – Plate-forme Régionale pour Organiser et Diffuser l'Information Géographique de l'État en Rhône-Alpes	53
Ser.FA – Serveur Régional FIBOIS Alsace	54
Service de la Géomatique et de la Télédétection de Nouvelle-Calédonie	55
SIG L-R – Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon	56
SIG Pyrénées – Système d'Information Géographique des Pyrénées	57
SIGERIF – Système d'Information Géographique de l'État en Île-de-France	58
SIGLOIRE – Plate-forme régionale d'échange de données entre les services de l'État des Pays de la Loire	59
SIGOGNE – Portail de description de la biodiversité de Franche-Comté	60
SIGRS – Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur	61
INFRASTRUCTURES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES DEPARTEMENTALES	62
BDT du Gers – Banque de données territoriales du Gers	63
CAPnet Deux-Sèvres – Carrefour des acteurs publics des Deux-Sèvres	64
CDIG du Var – Comité Départemental de l'Information Géographique du Var	65
GeoArdèche	66
GéoJura – SIG partagé des collectivités du Jura	67
GéoLoiret – Système d'information géographique du Loiret	68
GéoManche – Système d'information géographique de la Manche	69
GéoPlateforme 17 – Plate-forme d'échange de données géographiques du Syndicat Informatique de Charente-Maritime	70
Géoportail93 – SIG départemental de la Seine-Saint-Denis	71
Géoservices du Calvados	72
Géo.valdemarne – Plate-forme de mutualisation de l'information géographique du Val-de-Marne	73
GéoVendée – Infrastructure de données géographiques de Vendée	74
IGECOM 40 – Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales des Landes	75
InfoGéo 47 – Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne	76
PILOTE41 – Plate-forme départementale dédiée à l'information territoriale du Loir-et-Cher	77
RIS 73-74 – Réseau d'Information et de Services de la Régie de Gestion des Données des Pays de Savoie	78
SIG e-Aveyron – Système d'Information Géographique aveyronnais	79
TIGEO ² – Tarn Information Géographique	80
SIGLES ET ACRONYMES	81

PRESENTATION DU CATALOGUE

Depuis 2005, l'Association Française pour l'Information Géographique (AFIGEO) co-organise les Rencontres des dynamiques régionales en information géographique. Ces rencontres s'adressent à l'ensemble des acteurs français qui œuvrent pour la mutualisation de l'information géographique. Ce rendez-vous régulier est l'occasion de faire le bilan des dynamiques impulsées au niveau national, régional et départemental : leur organisation, leurs projets, leurs partenaires, leurs perspectives...

Ces « infrastructures de données géographiques » (IDG autrement appelées « plates-formes d'échange et de partage de l'information géographique » ; « infrastructures de données spatiales »...) n'en sont pas toutes au même stade mais l'AFIGEO souhaite toutes les valoriser. Formelles ou en cours de formalisation, avec ou sans statut propre, ouvertes ou non aux citoyens, elles continuent à se développer de façon exponentielle sous l'impulsion de la directive européenne INSPIRE.

Dans le cadre du projet européen eSDI-Net / EUROGI (*European Umbrella Organisation for Geographic Information*) mené en 2009, l'AFIGEO avait identifié, enquêté et analysé un échantillon de 49 IDG françaises intervenant à différents échelons territoriaux (Cf. *Observatoire des Infrastructures de Données Géographiques Françaises*, AFIGEO - 2009). En 2014, l'AFIGEO en recense 65 : 13 nationales, 34 régionales et 18 départementales.

Cette nouvelle version actualisée (V1 en 2008, V2 en 2010, V3 en 2013) est le résultat d'un travail collectif. L'AFIGEO remercie toutes les personnes qui ont contribué à l'actualisation de ce catalogue : les animateurs et responsables des nouvelles IDG identifiées, qui ont consacré du temps à l'élaboration de leur fiche ; la Collectivité territoriale de Corse qui co-organise, cette année, les Rencontres des dynamiques régionales...

Derrière chacune des « fiches d'identité » de ce catalogue, des femmes et des hommes travaillent au quotidien pour faciliter et animer le partage de l'information géographique sur leur territoire. Par leurs actions, ils contribuent à améliorer les services rendus aux décideurs et gestionnaires du territoire, aux acteurs privés et aux citoyens. Le Réseau des CRIGEs, animé par l'AFIGEO, est le lieu de concertation, d'échange de pratiques entre ces infrastructures.

A l'occasion des 8^{èmes} Rencontres des dynamiques régionales en information géographique (5 et 6 juin 2014, Ajaccio), l'AFIGEO est heureuse de vous présenter cette version actualisée dans laquelle les IDG ont été classées par échelon territorial et par ordre alphabétique ; les sigles et abréviations ont été développés ; certains passages ont été raccourcis ; d'autres ont été harmonisés ; le panorama des IDG en 2013 a été conservé... Nous espérons ainsi montrer la cohérence, mais aussi la diversité et la singularité de chacune des IDG !

Avertissements :

- La dernière actualisation intégrale de ce catalogue a été effectuée entre août 2012 et mars 2013. Depuis, les IDG ont connu des évolutions qui ne sont pas prises en compte dans cette version.
- Ce catalogue ne prétend pas à l'exhaustivité. La participation des IDG se fait sur la base du volontariat. A ce titre, certaines plates-formes ont été identifiées mais n'apparaissent pas.
- Pour des raisons matérielles, les IDG développées à l'échelle infra-départementale (communautés de communes, communautés d'agglomération...) ne sont pas non plus référencées.

PANORAMA DES IDG FRANÇAISES EN 2014

Ce panorama a pour but de présenter les caractéristiques des infrastructures de données géographiques (IDG) françaises en 2014 et leurs principales évolutions depuis 2008. Loin d'être exhaustif, il fait un zoom sur certains aspects qui semblent importants à souligner. **Les plates-formes de mutualisation de l'information géographique demeurent un soutien à l'aide à la décision et constituent des modèles pour l'optimisation de la dépense publique.** Elles continuent à se développer sur l'ensemble du territoire, proposant, à des partenaires de plus en plus nombreux, des géoservices qui gagnent en fonctionnalité et en performance, des espaces de concertation et d'échange autour d'enjeux stratégiques... Il subsiste cependant des questions d'interopérabilité, de subsidiarité et de gouvernance entre autres.

> Des appellations aussi variées que leurs acteurs et territoires !

A ce jour, il existe autant d'appellations possibles que d'IDG ! Cependant, **les noms des IDG semblent se décliner autour de quatre notions principales :**

- ⇒ la « géographie » apparaît à travers les termes d'« information géographique », « information spatiale », « géomatique », « cartographie »... et surtout « Géo » (ex. : GéoBretagne, GéoBourgogne, GéoJura)
- ⇒ la « technique » est traduite par des mots tels que « plate-forme », « plateforme », « outil de cartographie », « services », « portail »...
- ⇒ la « localisation » est primordiale dans le nom donné aux IDG. Toutes les plates-formes comprennent, dans leur appellation complète, le nom de l'espace géographique qu'elles recouvrent : une région, un département...
- ⇒ les « principes » de « partage », de « mutualisation », d'« échange », de « centres de ressources »... sont parfois associés au nom des IDG.

> Des IDG en constante augmentation

Depuis 2008, **le nombre d'IDG est globalement en constante progression, notamment du fait de l'adoption de la directive INSPIRE en 2007.** A tous les niveaux, des restructurations sont en cours et visent à plus d'efficacité.

Type	Nombre en 2008	Nombre en 2010	Nombre en 2013	Nombre en 2014
IDG nationales	6	7	12	13
IDG régionales	31	34	32	34
IDG départementales	12	13	12	18
TOTAL DES IDG RECENSEES	49	54	56	65

Source : AFIGEO – Catalogue des IDG (éditions 2008, 2010 et 2013)

Les IDG nationales sont de plus en plus nombreuses. Elles répondent à un besoin des services de l'État d'organiser les connaissances sur une thématique donnée, d'améliorer l'accessibilité aux données... Elles font écho à des attentes politiques (décrets, directives, recommandations issus de livres blancs, schémas directeurs, etc.), principalement liées à l'environnement : directive INSPIRE, directive sur l'Eau, Grenelle de l'environnement. Récemment, sont ainsi apparus le portail du Service hydrographique et océanographique de la Marine (data.shom.fr), celui de l'Agence des aires marines protégées, etc. La question du littoral, des zones côtières et maritimes est ainsi portée par 5 plates-formes différentes mais complémentaires avec une réelle volonté d'articulation.

Au nombre de 34, **les IDG régionales sont toujours plus nombreuses qu'il n'existe de régions françaises.** Le catalogue recense principalement les IDG pluridisciplinaires ; il ne prend pas en compte tous les observatoires thématiques qui se développent en région sur la biodiversité, les risques, etc.

Deux catégories d'IDG régionales peuvent être identifiées : les IDG portées par l'État (elles servent de guichet unique régional entre les différents services déconcentrés de l'État en région) et les IDG co-pilotées par l'État et la Région. Les IDG portées uniquement par les Conseils régionaux restent marginales. **Si, dans certaines régions, la tendance est à la fusion entre plates-formes** (GéoNormandie, par exemple, est née de la rencontre entre le Pôle Géomatique Normand et PRODIGE Basse-Normandie), **il n'en est pas de même sur l'ensemble du territoire.**

En revanche, une des principales évolutions des IDG régionales est **l'arrivée de démarches partenariales en provenance des collectivités d'outre-mer.** Après la Nouvelle-Calédonie, la Martinique et la Guyane, Mayotte (GéoMayotte), la Réunion (PEIGEO), la Guadeloupe (PRODIGE 971) ont initié leur propre infrastructure de données géographiques.

Les IDG départementales semblent en nombre constant depuis quelques années. Certaines plates-formes ou projets départementaux sont en cours de développement (GéoSomme, TIGéo...) tandis que d'autres fusionnent avec des IDG interdépartementales, régionales... Dans la logique de l'Union européenne, et dans un contexte national de réorganisation territoriale, les pratiques de mutualisation de l'information géographique sont davantage encouragées à l'échelon régional.

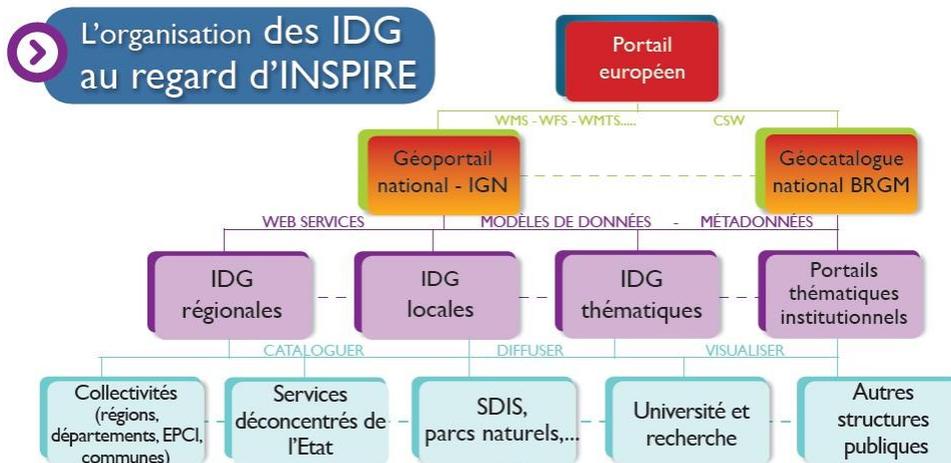
A noter que certaines **IDG françaises interviennent sur plusieurs territoires, voire au-delà de nos frontières.** Elles couvrent deux départements (ex. : Géoportail du Pays de Savoie), un bassin versant (ex. : SIGRS) ou une chaîne de montagne (ex. : SIG Pyrénées), plusieurs pays (ex. : SEXTANT ou Géoportail)...



Source : AFIGEO, mai 2014

➤ L'articulation entre les plates-formes

L'articulation entre les plates-formes se fait **horizontalement** (entre plates-formes de même échelon territorial) et **verticalement** (entre plates-formes d'une même thématique, par exemple). Elle se traduit par des **échanges techniques** (de métadonnées, de données, de Web services) et par **des échanges humains** (rencontres thématiques, réunions de travail, protocoles de partenariat...).



Source : AFIGEO – Poster « Le Réseau des CRIGEs : le partage d'expériences autour d'INSPIRE » (juin 2012)

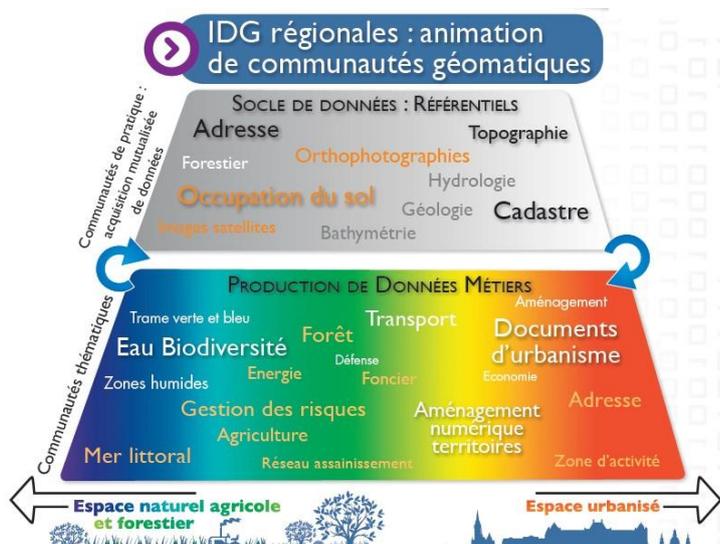
Entre le niveau national et le niveau régional, en dehors de relations bilatérales, cette articulation est encouragée au travers de réseaux tels que le Réseau des CRIGEs. Ce réseau des centres régionaux d'information géographique, animé par l'AFIGEO, permet aux IDG régionales d'échanger entre elles et de s'exprimer collectivement auprès d'organismes

nationaux (ministères, instituts, laboratoires...). De la même manière, le SINP (Systèmes d'information sur la nature et les paysages) fédère un ensemble de « SINP régionaux » (Observatoire de la biodiversité de Haute-Normandie, Réseau des acteurs de l'information naturaliste – RAIN – en région Nord-Pas-de-Calais, etc.).

Entre le niveau régional et le niveau départemental, le principe de subsidiarité persiste : les données départementales sont moissonnées par les portails régionaux, les identifiants de connexion sont similaires entre portails de différents échelons... L'émergence de dynamiques régionales n'est pas synonyme de disparition des dynamiques départementales, à l'exception de l'infrastructure des services de l'État dans la Manche qui s'est effacée au profit de GéoNormandie. Dans le Var (CDIG du Var), en Vendée (GéoVendée) ou dans Les Landes (IGECOM 40), les plates-formes départementales ont, au contraire, leur place aux côtés des plates-formes régionales. Elles conservent leur légitimité liée à leur implantation au cœur des territoires et à leurs relations privilégiées avec les décideurs locaux (ex. : association départementale des maires). Là où l'IDG régionale n'est pas encore tout à fait opérationnelle ou reste réservée à certains partenaires, les plates-formes départementales maintiennent leur dynamisme : Geoplateforme 17 en Poitou-Charentes, GéoJura en Franche-Comté...

En outre, l'interopérabilité entre IDG thématiques et pluridisciplinaires devrait être facilitée par l'adoption des règles de mise en œuvre de la directive INSPIRE. Ce sujet sera une des principales occupations des IDG dans les 5 prochaines années.

➤ De l'acquisition de données à l'animation de communautés thématiques : des missions étendues



Source : AFIGEO – Poster « Le Réseau des CRIGES : le partage d'expériences autour d'INSPIRE » (juin 2012)

(humains, techniques, financiers...) disponibles... **chaque IDG s'est dotée d'une mission qui lui est propre.** Du simple achat mutualisé de données à l'animation de dix groupes de travail thématiques en passant par le développement d'un panel complet de géoservices, tous les cas de figure sont envisageables !

➤ Une gamme de géoservices plus complète

En six ans, les IDG ont connu des évolutions techniques fulgurantes. Sur ordinateur comme sur Smartphone, du simple outil de navigation à l'outil d'intégration et d'extraction de données, **les IDG développent une gamme de plus en plus complète de géoservices.**

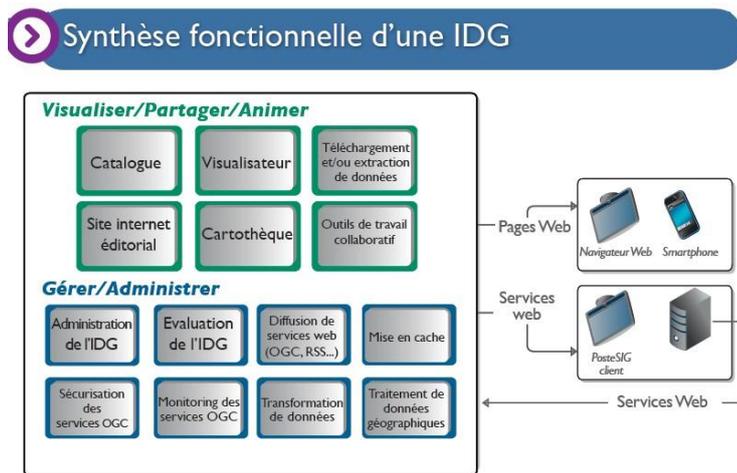
En 2011, un travail collectif mené au sein du Réseau des CRIGES a permis de proposer un « set minimum » de briques fonctionnelles pour qu'une IDG soit inspiro-compatible et couvre l'ensemble des besoins des utilisateurs.

Pour les plates-formes étatiques (nationales ou régionales), basées sur PRODIGE, l'État a souhaité continuer à développer une infrastructure commune, interopérable entre ses différents services. De nouvelles briques complémentaires, telles que RESPIRE, sont ainsi apparues. Aujourd'hui, dans une volonté de

Les IDG poursuivent leur mission de **coordination territoriale** autour de l'**information géographique**, de l'acquisition mutualisée de données de référence (sur l'adresse, l'occupation du sol, le cadastre...) à l'animation de « groupes de travail » (ou « groupe métiers », « club utilisateurs »...).

De la gestion de l'espace naturel à celle de l'espace urbanisé, **les thèmes couverts sont indénombrables** : mer et littoral, zones humides, gestion des risques, urbanisme, aménagement numérique, adresse...

En fonction des stratégies politiques des membres fondateurs, des attentes des partenaires et/ou utilisateurs, de l'état d'avancement du projet, des moyens



Source : AFIGEO – Poster « Le Réseau des CRIGES : le partage d'expériences autour d'INSPIRE » (juin 2012)

mutualiser ses systèmes d'information et de mettre en œuvre INSPIRE, **l'État fait converger ses outils** (Carmen, Cartélie, Géoweb...) **en un seul outil, GéoIDE.**

D'autres solutions techniques existent et sont implémentées par d'autres plates-formes. Elles sont basées sur geOrchestra, EasySDI, AMIGO, etc. A partir de ces solutions, les IDG créent des services utilisables pour l'ensemble ou pour une partie de leurs jeux de données. Ainsi, le développement de géoservices tend à suivre l'évolution du cadre réglementaire. Les lois autour de l'aménagement numérique du territoire ont ainsi abouti à la création de certaines briques spécifiques : TAPIR (Travaux d'Aménagement Programmés sur les Infrastructures de Réseaux), Gr@ce (Géoréférencement et Recensement Automatisé des Communications Electroniques)...

En parallèle, ces **services évoluent en fonction d'usages de plus en plus nombreux.** Les outils mis en place doivent permettre de stocker des volumes de données de plus en plus importants (performants), d'apporter une réponse aux requêtes de l'utilisateur dans les meilleurs délais (rapides), d'encourager leur utilisation par des non-géomaticiens (ergonomiques), de faciliter l'échange de données avec d'autres outils (interopérables), de favoriser le développement de nouveaux usages (flux)...

Les initiatives entre plates-formes se multiplient justement pour améliorer la compatibilité technique des services. Dans le monde de l'Open Source, différentes communautés d'utilisateurs continuent à se mobiliser pour mutualiser leurs développements et améliorer l'accessibilité aux données. Dans le cadre du Réseau des CRIGEs, des tests d'interopérabilité entre des plates-formes régionales et le Géoportail (IGN) / Géocatalogue (BRGM) ont permis de définir des « **Règles pour l'interopérabilité des IDG** » (déc. 2012).

➤ Des partenariats toujours plus nombreux

Avec le développement massif des technologies de l'information et de la communication et de leurs usages, la géomatique se démocratise. **De plus en plus d'organismes publics, privés, associatifs... s'y intéressent et rejoignent les communautés d'utilisateurs de l'information géographique.**

En 2009, l'*Observatoire des infrastructures de données géographiques* de l'AFIGEO proposait une typologie des organismes partenaires des IDG structurée autour de cinq catégories :

- ⇒ **les membres fondateurs** : organismes à l'initiative des IDG ;
- ⇒ **les partenaires financiers** : organismes bailleurs de fonds mais pas nécessairement membres de l'IDG (ex. : Union européenne) ;
- ⇒ **les partenaires adhérents** : organismes ayant signés une charte, une convention... avec les IDG et pouvant bénéficier de l'ensemble de leur offre ;
- ⇒ **les partenaires de droit** : organismes pouvant bénéficier de fait de l'ensemble des outils et services de l'IDG ;
- ⇒ **les bénéficiaires** : tous les organismes utilisateurs de l'IDG.

Dans chaque catégorie, de nombreux acteurs peuvent intervenir :

- ⇒ **des organismes internationaux** : Union européenne... ;
- ⇒ **l'État et ses services déconcentrés** : ministères, préfectures de région (via les secrétariats généraux aux affaires régionales) et de département, directions régionales et départementales... ;

- ⇒ **des collectivités territoriales** : conseils régionaux, conseils généraux, communautés d'agglomération, communes... ;
- ⇒ **des chambres consulaires** : chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture... ;
- ⇒ **des établissements publics** : agences de l'eau, services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), parcs naturels, INSEE, ADEME, ONF, sociétés d'économie mixte, syndicats mixtes... ;
- ⇒ **des laboratoires / centres d'enseignement et de recherche** : IRD, CIRAD, Ifremer, écoles nationales d'enseignement supérieur, universités... ;
- ⇒ **des entreprises** : ERDF, GRDF, France Telecom - Orange, Veolia... ;
- ⇒ **des associations** : agences d'urbanisme, associations naturalistes, associations départementales des maires...

Cinq ans plus tard, la liste des partenaires s'est allongée. **Certaines structures** – telles que l'IGN – **ont développé de réelles stratégies de partenariat avec les infrastructures de données géographiques**, aussi bien à l'échelle régionale que départementale. L'IGN est ainsi partie prenante du CRAIG (Auvergne). Elle multiplie, d'autant plus depuis la mise à disposition à coût marginal des données du RGE© (référentiel à grande échelle), les conventions de partenariat autour de la diffusion, coproduction, mise à jour... de données.

➤ Une organisation qui se structure lentement...

Si les IDG françaises sont reconnues au niveau local, elles n'en restent pas moins **des systèmes de partenariats complexes, parfois fragiles, difficiles à structurer et animer**. Entre le repositionnement des services de l'État et des collectivités locales dans un contexte général de réduction des dépenses publiques, la pression économique que subissent les acteurs privés, le changement de modèle économique qui s'impose aux associations... les IDG font face à des enjeux entre partenaires qui dépassent leur cadre d'intervention.

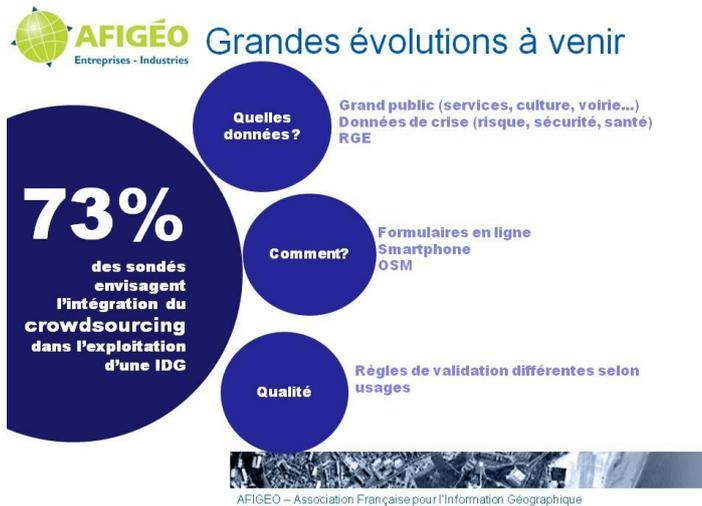
Ces relations partenariales complexes se traduisent par **une évolution lente du statut juridique des IDG**. Depuis 2009, peu d'IDG ont vu leur statut juridique évoluer. Les organismes déjà formés autour de l'information géographique (comme les associations CRIGE PACA, SIG L-R...) ont conservé leur statut. Les initiatives initialement portées par des organismes couvrant d'autres thématiques (EPF Nord-Pas de Calais, GIP Recia...) sont restées sous la même maîtrise d'ouvrage. A noter simplement l'apparition de GIP (groupements d'intérêt public) dédiés intégralement à l'information géographique.

En interne, **les ressources humaines allouées aux IDG n'ont guère évolué en effectif**. Néanmoins, les IDG font de plus en plus appel à des ressources extérieures, pour l'administration de la plate-forme, le développement de géoservices voire l'animation de groupes de travail... En termes de mission, de nouveaux intitulés de poste voient le jour au sein des IDG : chargé de mission dédié aux problématiques d'aménagement numérique du territoire, informaticien en charge du développement des géoservices, etc.

➤ Et demain ?

Quel que soit leur niveau de développement, les IDG se développent dans **un contexte d'interconnexions techniques et humaines** : les solutions dépendent les unes des autres, les plates-formes dépendent de la force des partenariats qu'elles mettent en place...

Les « **communautés d'utilisateurs** » s'organisent autour de PRODIGE, geOrchestra, EasySDI... L'objectif est multiple : accroître le nombre de jeux de données disponibles (notamment sur le risque, la sécurité, la santé...), améliorer la qualité et la fiabilité de ces données, ouvrir l'accès à ces données au plus grand nombre (notamment via des formulaires en ligne, des applications sur Smartphone, l'utilisation d'OpenStreetMap...), donner une meilleure visibilité de l'information géographique au niveau politique... et participer aux innovations technologiques.



Source : AFIGÉO – Enquête « Evolution des IDG » (juin 2012)

Une étude menée en 2012 par le Pôle Entreprises – Industries de l'AFIGÉO montre ainsi que **73 % des enquêtés** (fournisseurs, consultants, développeurs, animateur et utilisateurs d'IDG) envisagent l'intégration du **Crowdsourcing** dans l'exploitation future d'une IDG. L'IDG de demain sera, sans doute, sous le signe de la coproduction de données (public-public, public-privé, public-citoyen, privé-citoyen, citoyen-citoyen...), de l'accessibilité des données pour une plus large utilisation (Open Data), de l'amélioration de la réalité des données (visualisation en 3D, à grande échelle)... et le développement d'une gamme complète de géoservices, accessibles quel que soit le support utilisé par l'utilisateur, dans un contexte de mobilité.

Véritables « laboratoires d'innovation », les IDG font preuve de leur capacité d'adaptation et d'appréhension face à des enjeux politiques (Open Data, Réseaux...), à des environnements techniques (Web sémantique, Cloud computing...) en constante évolution. Dans une démarche de recherche-action, de réflexions et d'expérimentations, elles constituent des espaces reconnus comme novateurs aussi bien au niveau local, national (via le Réseau des CRIGEs, par exemple) qu'europpéen (via les récompenses accordées lors des eSDI Best Practices Awards, par exemple).

Sur les territoires, le succès de ces « laboratoires d'innovation » se traduit par une tendance, qui semble se confirmer, vers une **multiplication des IDG à d'autres échelles** : communauté d'agglomération, métropole, etc. Cependant, dans un contexte économique tendu, la rationalisation des démarches doit être de mise pour éviter de voir des IDG régionales, départementales et locales se superposer partout en proposant des services similaires. En l'absence de réglementation sur les compétences des collectivités en matière d'information géographique et la mise en œuvre d'une IDG relevant d'un choix volontaire, rien excepté le bon sens ne peut arrêter ce mouvement. **Un équilibre reste à trouver...**

Demain, les initiatives locales et les initiatives nationales doivent converger vers un même objectif : harmoniser les données au-delà des frontières administratives pour créer **un seul et même territoire numérique**. Pour ce faire, il s'agit de partager des méthodes de travail, de rechercher l'interopérabilité complète des services... Des premières initiatives encourageantes apparaissent sur des données liées à l'orthophotographie, au cadastre, à l'adresse, à l'occupation du sol... Reste à suivre l'évolution de ces travaux !

➤ En savoir plus...

A travers l'organisation des Rencontres des dynamiques régionales, l'animation du Réseau des CRIGEs, la réalisation d'enquêtes de référence sur les IDG... **l'AFIGEO est devenu le principal centre de ressources documentaires sur les IDG françaises.**

Tous les documents de référence, qui participent à la capitalisation et à la promotion des IDG françaises, sont disponibles sur son site Internet (www.afigeo.asso.fr) ou sur demande (afigeo@afigeo.asso.fr) :

- ⇒ [Catalogue des infrastructures de données géographiques françaises \(2013\)](#)
- ⇒ [Observatoire des infrastructures de données géographiques françaises \(2009\)](#)
- ⇒ [Enquête sur l'évolution des IDG \(2012\)](#)
- ⇒ [Poster « Réseau des CRIGEs : le partage d'expérience autour d'INSPIRE » \(2012\)](#)
- ⇒ [Règles d'interopérabilité entre IDG \(2012\)](#)
- ⇒ [Synthèse fonctionnelle d'une IDG et témoignages \(2011\)](#)
- ⇒ [Bilan d'intégration des IDG dans les CPER \(2007-2013 et 2014-2020\)](#)
- ⇒ [Synthèses des 1^{ères}, 2^{èmes}, 3^{èmes}, 4^{èmes}, 5^{èmes}, 6^{èmes} et 7^{èmes} Rencontres des dynamiques régionales en information géographique](#)
- ⇒ [Synthèse de la journée « Quand Information Géographique et Open Data se Rencontrent » \(juin 2012\)](#)

En tant que membre d'EUROGI (*European Umbrella Organisation for Geographic Information*), l'AFIGEO contribue également à faire connaître et à valoriser les IDG françaises au niveau européen. Prochaine échéance : **la 2^{nde} Conférence imaGIne** organisée par EUROGI, les **8 et 9 octobre 2014**, à **Berlin** (Allemagne), sur le thème « **Geographic Information Expertise : Made in Europe** ». En savoir plus : www.imagine2014.eu.

INFRASTRUCTURES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES NATIONALES

Atlasanté

Unité territoriale	France (Outre-mer compris)
Missions	Déployer une politique de gestion et de diffusion des données géographiques de santé cohérentes au sein du réseau santé en France.
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Harmoniser, mettre en cohérence et partager les données géographiques de santé aux échelles les plus adaptées possibles aux besoins des utilisateurs ➤ Satisfaire les besoins internes au réseau ARS et Ministère de la Santé concernant la production cartographique et de tableaux de bord géographiques utiles à nos métiers ➤ Satisfaire le besoin des partenaires et du public en termes d'accès aux données géographiques de santé pour leur permettre une réutilisation simplifiée, sous réserve des règles de préservation de la vie privée et du secret statistique
Statut juridique	Projet mutualisé des Agences Régionales de Santé et des Directions du Ministère des Affaires sociales et de la Santé
Mécanismes de financement	État (Secrétariat Général du Ministère de la Santé)
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2 x 0,5 ETP – Coordination / animation du réseau / formation ➤ 1 ETP – Gestion de contenus / aspects techniques (à partir de mi-juin 2014) ➤ Contributions actives du réseau des ARS et du Ministère
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réponse à la directive européenne INSPIRE ➤ Réponse complémentaire à la démarche de l'Open Data en France ➤ Mandat du SG des Affaires Sanitaires et Sociales (Ministère de la Santé / ARS)
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réflexions initiées dès la création des ARS (avril 2010) ➤ Phases de tests et de démonstration 2012 ➤ COFIL installé en juin 2013 ➤ Juin 2014 : en cours de peuplement et de tests ➤ Ouverture officielle de la plateforme technique : dernier trimestre 2014
Partenaires	<p>Partenariats actuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Agences Régionales de Santé ➤ Directions du Ministère de la Santé (DGOS, DREES, DGS, DSS, DSISS) ➤ Plateformes régionales IG : mutualisation du marché d'hébergement <p>Partenariats en cours ou prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Agences nationales, acteurs de santé (observatoires...) ➤ Collectivité locales ou territoriales, plateformes régionales ➤ Représentants des usagers de la santé
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Comité de Pilotage et Comité Technique (Espace collaboratif) ➤ Conférence Web d'information tous les 15 jours ➤ Formalisation des échanges et services avec les partenaires internes et externes
Support technique	Type de solutions : PRODIGE / RESPIRE (Base de données PostgreSQL – PostGIS)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage / Moissonnage ➤ Visualisation / Navigation / Co-visualisation ➤ Web services : WMS – WFS – CSW – RSS ➤ Téléchargement
État d'avancement	En développement
Adresse Internet	A venir
Contact	Xavier VITRY – xavier.vitry@ars.sante.fr

Fiche intégrée en mai 2014

CARTOMER – Portail cartographique de l'Agence des aires marines protégées

Unité territoriale	Eaux sous juridiction française (métropole et outre-mer)
Missions	Développer, faire connaître et partager les données spatialisées relatives à l'espace marin français et plus particulièrement les aires marines protégées (catégories d'espaces protégés en mer)
Objectifs	Les objectifs du portail cartographique de l'Agence des aires marines protégées sont : <ul style="list-style-type: none"> ➤ d'améliorer la connaissance des aires marines protégées ➤ de favoriser la valorisation des données de connaissance du milieu marin ➤ d'accroître la diffusion et le partage des données liées à la mer et au littoral
Statut juridique	Pilotage assuré par l'établissement public administratif « Agence des aires marines protégées » sous tutelle du MEDDE
Mécanismes de financement	Fonctionnement et investissement : Agence des aires marines protégées
Ressources humaines	1 ETP (2 x 0,5 ETP)
Légitimité	Maîtrise d'ouvrage assurée par l'Agence des aires marines protégées
Année de création	2012
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ifremer : http://www.ifremer.fr/sextant ➤ SHOM : http://data.shom.fr ➤ CETE Normandie-Centre : http://www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr/ ➤ INPN : http://inpn.mnhn.fr/carto/metropole
Mécanismes de liaison	--
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Site internet : Drupal 6.12 ➤ Catalogue : Géosource 2.1 ➤ Outil de cartographie dynamique : MapServer associé au SGBDr PostGIS
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage : http://cartographie.aires-marines.fr/geonetwork ➤ Visualisation / navigation : http://cartographie.aires-marines.fr/viewer ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) : http://cartographie.aires-marines.fr/?q=node/15 ➤ Cartothèque en ligne : http://cartographie.aires-marines.fr/?q=carto/simple
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://cartographie.aires-marines.fr
Contact	Pôle géomatique de l'Agence des aires marines protégées – sig@aires-marines.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

Cartorisque / Géorisques

Unité territoriale	France
Missions	Publier sur Internet, sur le fond du SCAN 25©, l'ensemble des cartes sur les risques naturels et technologiques majeurs produites par les préfetures et les services déconcentrés de l'État, à destination des habitants mais aussi de l'ensemble des professionnels concernés : services de l'État, collectivités territoriales, notaires, assureurs, aménageurs...
Objectifs	Améliorer l'accessibilité des cartographies sur les risques dans une logique de culture du risque
Statut juridique	--
Mécanismes de financement	--
Ressources humaines	L'équipe projet s'appuie sur : <ul style="list-style-type: none"> ➤ les agents du Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées du CETE Ouest pour tous les aspects fonctionnels (métiers de la gestion et de la prévention des risques, animation et accompagnement) ➤ les agents du Département opérationnel Sud Ouest du Centre de Prestations d'Ingénierie Informatique du MEDDE (conduite de projet, assistance à la publication, hébergement)
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1998 : le MEDDE lance la mise en ligne des cartes des risques sur Internet ➤ 2006 (4 juillet) : la diffusion d'une circulaire Cartorisque impose la publication des cartes des risques sur Cartorisque uniquement
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1999 : mise en place d'un outil de cartographie dynamique ➤ 2004 : lancement d'un nouveau dispositif
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MEDDE – Directrice générale de la prévention des risques ➤ Assistance à la maîtrise d'ouvrage : CETE Sud-Ouest (animation des services et hébergement de la plate-forme) ➤ Service producteurs de l'information : DDE, DIREN, préfetures...
Mécanismes de liaison	--
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d'avancement	Opérationnel mais non tenu à jour depuis 2010, projet de remplacement par Georisques mi-2013
Adresse Internet	http://cartorisque.prim.net
Contact	--

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Data.shom.fr

Unité territoriale	Monde
Missions	Site de service public, outil de référence pour l'accès aux données maritimes et littorales à destination des services de l'État, des collectivités territoriales, des entreprises et des citoyens
Objectifs	Data.shom.fr permet la visualisation en ligne des données maritimes et littorales du SHOM sur différentes thématiques : bathymétrie, cartographie, marée, courants de marée et hydrographie générale (limites maritimes, natures de fonds, épaves, câbles, etc.). Il permet le téléchargement de ces données et la co-visualisation par les flux OWS. Il est conforme aux exigences de la directive INSPIRE. Le géocatalogue national est le moteur de recherche associé. Le portail a vocation à s'enrichir de services en ligne professionnels tels que le calcul de prédictions de marée, le changement de référence verticale, la cartographie dynamique...
Statut juridique	Entité sans statut propre : intégrée au SHOM
Mécanismes de financement	Investissements sur fonds propres du SHOM
Ressources humaines	3 ETP
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réponse à la directive européenne INSPIRE ➤ Réponse au Comité Interministériel de la Mer (diffusion en ligne du référentiel des limites maritimes) ➤ Diffusion des référentiels de données maritimes
Année de création	28 janvier 2013
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour la production de données : IGN, Ifremer, GEBCO ➤ Pour la co-visualisation des données sur les portails : IGN (Géoportail), CETE Normandie-Centre (Géolittoral), Ifremer (Sextant), Région Bretagne (Géobretagne), Agence des aires marines protégées
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Convention avec les producteurs de données ➤ Tests d'interopérabilité avec les portails
Support technique	Open Source
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://data.shom.fr
Contact	Equipe data.shom.fr – data-support@shom.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

GéoFoncier – Portail GéoFoncier de l'Ordre des Géomètres-Experts

Unité territoriale	France entière (101 départements)
Missions	Portail national de diffusion de l'information géographique foncière à grande échelle
Objectifs	Le portail GéoFoncier se présente comme le « guichet unique » de l'information géographique foncière en France. Il centralise sur une même plate-forme plusieurs sources de données géographiques à grande échelle produites par des organismes nationaux. Le portail GéoFoncier est, en particulier, le support de diffusion des données géographiques produites et maintenues par les géomètres-experts ; soumises au champ d'application de la directive européenne INSPIRE.
Statut juridique	L'infrastructure GéoFoncier est gérée et entretenue par la société Géofoncier SAS inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 522 057 686.
Mécanismes de financement	Financement 100 % OGE / SAS Géofoncier
Ressources humaines	5 ETP Prestataires 2012 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ SOGEFI : maîtrise d'œuvre ➤ BRGM : hébergement ➤ NEOGEO : application maintenance outsourcing / TMA / TME ➤ MEMORIS : développements
Légitimité	Maitrise d'ouvrage déléguée de l'Ordre des Géomètres-Experts à la société Géofoncier SAS
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1er juillet 2010 : mise en production de la version professionnelle (géomètres-experts seulement) ➤ 5 avril 2011 : mise en production de la version grand public
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés : IGN (2010) / BRGM (2010) / DGFIP (2010) ➤ Collectivités territoriales : via AMF ➤ Laboratoires / Centres d'enseignement et de recherche : ESGT ➤ Associations : AMF (2012)
Mécanismes de liaison	Convention de partenariat avec l'Ordre des Géomètres-Experts
Support technique	Essentiellement des technologies Open Source : <ul style="list-style-type: none"> ➤ serveurs : PostgreSQL - PostGIS / MapServer ➤ clients web : OpenLayers / ExtJS / Chinook
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage : sur le Géocatalogue ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) : WMS via API GéoFoncier ➤ Téléchargement (FTP...) : via API GéoFoncier
État d'avancement	Opérationnel depuis juillet 2010
Adresse Internet	http://www.geofoncier.fr
Contact	SAS Géofoncier Georges COUDERT (Président) 40 avenue Hoche – 75 008 PARIS admin@geofoncier.fr Tél. : 01 53 83 88 00 – Fax : 01 45 61 14 07

Fiche intégrée en septembre 2013

Géolittoral – Plate-forme des données géographiques de la zone littorale

Unité territoriale	France
Missions	<p>Mettre à disposition des données à grande échelle dont les deux millésimes de l'orthophotographie littorale, libre de droit, et utilisable pour toutes applications par lien interopérable ainsi que des données d'occupation du sol à grande échelle, le sentier du littoral, les clichés aériens post Xynthia, ou encore la cartographie des territoires vulnérables aux risques littoraux. Ce site contient une partie importante consacrée aux exercices de planification sur les énergies marines renouvelables.</p> <p>Des espaces collaboratifs sont également présents. Ils permettent de mener des projets et études sur le littoral et la mer dans un espace réservé avant mise en ligne publique : catalogue sédimentologique, groupe de travail GIMeL. Ce groupe de travail a pour mission de définir des spécifications pour produire des données standardisées sur la mer et le littoral. Il réunit les principaux acteurs de ce territoire.</p>
Objectifs	Portail d'accès à l'information géographique de précision sur la zone littorale (terre et mer) et offrir les liens avec tous les sites comparables touchant à l'information géographique sur le littoral.
Statut juridique	Aucun statut propre
Mécanismes de financement	MEDDE
Ressources humaines	2 ETP
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mesures prises par le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire du 28 février 2000 : <ul style="list-style-type: none"> - création d'une orthophotographie libre de droit - mise en place d'un SIG interministériel ➤ Recommandations du rapport relatif au schéma d'organisation des dispositifs de recueil de données et d'observation sur le littoral, établi en 2006 sous la coordination de Mme BERSANI du Conseil général des Ponts et Chaussées
Année de création	Eté 2007
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maîtrise d'ouvrage : Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (MEDDE) ➤ Maîtrise d'œuvre : CETE Normandie-Centre ➤ Hébergement : CETE Sud-Ouest
Mécanismes de liaison	--
Support technique	Mapserver pour la cartographie et SPIP pour le site internet
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage : Adélie et Géocatalogue national ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.geolittoral.developpement-durable.gouv.fr
Contact	<p>Pierre VIGNE</p> <p>Pierre.Vigne@developpement-durable.gouv.fr</p>

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Géoportail – Portail des territoires et des citoyens

Unité territoriale	France
Missions	Infrastructure de service public, outil de référence pour l'accès aux données géographiques publiques pour les services de l'État, les collectivités publiques, les entreprises et les citoyens.
Objectifs	Le Géoportail permet le catalogage de données, la visualisation en ligne des bases de données de référence de l'IGN et de celles des partenaires en 2D et en 3D, la co-visualisation et le téléchargement de données. Son API fournit des outils de programmation permettant l'appel de services de cartographie dans une application ou une page web. Il a vocation à être au cœur de l'infrastructure concrétisant l'implémentation française de la directive européenne INSPIRE et à faire le lien avec les services en ligne proposés aux citoyens par les administrations publiques dès lors qu'il est fait appel à des données localisées de référence.
Statut juridique	Sans statut propre.
Mécanismes de financement	L'IGN finance les services accessibles par www.geoportail.gouv.fr et http://api.ign.fr dans le cadre de ses missions de service public. Le BRGM finance et édite le géocatalogue.
Ressources humaines	23 ETP
Légitimité	Le Géoportail est le « portail INSPIRE de l'État » prévu par le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 relatif à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).
Année de création	2006
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État (MEDDE, MAAF, MEN...) et établissements publics (BRGM, IGN, CNES, MNHN, EHESS, Météo France, SHOM, DILA, INERIS, ANFR, Centre des monuments nationaux...) ➤ Associations (Eurogeographics, Conservatoire des parcs et jardins, PNR, la Seine en Partage) ➤ Collectivités locales (PACA, Montbéliard) et d'outre-mer ➤ Entreprises (Géomètres-experts, Astrium Géoservices, Vectuel, Planet Observer) ➤ Entités étrangères (canton de Genève, IDG espagnole, Agence européenne de l'environnement). <p>L'action partenariale se concrétise soit par l'apport de contenus au Géoportail, soit par l'utilisation des services de l'API Géoportail sur des sites publics de référence (France.fr, Cartoradio, téléservice « Réseaux et canalisations », sites de préfectures...)</p>
Mécanismes de liaison	Pilotage MEDDE/DRI et conventions partenaires
Support technique	Open Source (API du Géoportail), marché public avec la société ATOS (accord cadre de 6 ans)
Géoservices disponibles	<p>Catalogage // Visualisation / Navigation // Co-visualisation (WMTS, WMS, WFS...) // Téléchargement</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Accès aux services : www.geoportail.gouv.fr et http://professionnels.ign.fr/services ➤ Accès aux services réutilisables : http://api.ign.fr ➤ Accès au géocatalogue : www.geocatalogue.fr
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.geoportail.gouv.fr
Contact	Pascal BERTEAUD – Directeur de la publication – geoportail@ign.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GEOSUD

Unité territoriale	France entière (territoire métropolitain + ROM-COM) + zones de pays du Sud
Missions	Le projet GEOSUD, GEOinformation for SUSTainable Development, vise à développer l'usage de l'information spatiale par la communauté scientifique et les acteurs publics dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture et du développement territorial.
Objectifs	Mettre gratuitement à disposition des acteurs publics des couvertures satellitaires haute et très haute résolution et leur donner les moyens de les exploiter.
Statut juridique	Consortium de partenariat, animé par l'IRSTEA
Mécanismes de financement	Programme « Investissements d'avenir » : budget total 21,1 M€ (dont 11,5 M€ de dotation ANR et 9,6 M€ d'apports des partenaires)
Ressources humaines	Jusqu'en 2015, 19,6 ETP/an : 11,8 personnes permanentes et 7,8 personnes temporaires
Légitimité	Le consortium de l'EQUIPEX GEOSUD réunit des compétences complémentaires qui garantissent la qualité scientifique et technique de l'IDS GEOSUD : télédétection et géomatique pour l'agriculture, l'environnement et les territoires, informatique, archivage pérenne et calculs haute performance, ingénierie pédagogique, lien avec les acteurs publics et les professionnels de la géomatique (AFIGEO, CETE Sud-Ouest), géo-technologies (Geomatys, Ozap).
Année de création	2012
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et établissements publics : IGN, CETE Sud Ouest ➤ Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche : IRSTEA, AgroParisTech, CIRAD, IRD, Université de Montpellier II, Université Antilles-Guyane, Université de La Réunion ➤ Entreprises : Geomatys, Ozap ➤ Associations : AFIGEO
Mécanismes de liaison	Conventions GEOSUD
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Infrastructure serveur : Linux Debian, serveur Apache2, PHP5, base de données MySQL ➤ Site web GEOSUD : CMS Joomla ➤ Plate-forme cartographique (développement interne) : OpenLayers, ExtJS, GeoExt ➤ Fonds cartographiques : Géoportail, Google Maps, OpenStreetMap et reliefs SRTM
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...) ➤ Traitements en ligne : à venir
État d'avancement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Version provisoire de l'IDS en fonctionnement ➤ Version finale de la plate-forme IDS en développement
Adresse Internet	http://geosud.teledetection.fr
Contact	Pierre MAUREL pierre.maurel@teledetection.fr 04 67 54 87 54

Fiche intégrée en septembre 2013

GIS Sol – Groupement d'Intérêt Scientifique Sol

Unité territoriale	France
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser la concertation et la coopération entre ses membres dans le but de concevoir, orienter, coordonner et assurer que se réalisent, dans les meilleures conditions, des actions d'inventaire géographique des sols, de suivi opérationnel de leurs qualités, de création et de gestion d'un système d'information répondant aux demandes des pouvoirs publics et de la société ➤ Assurer en particulier la valorisation des données et des résultats obtenus par ces actions et la coordination avec les programmes européens de même nature
Objectifs	Constituer et gérer un système d'information sur les sols de France, par rapport à leur distribution spatiale, leurs propriétés et l'évolution de leurs qualités. Ce système d'information sur les sols devra répondre à échéance réaliste aux besoins régionaux et nationaux, dans le contexte européen.
Statut juridique	Groupement d'Intérêt Scientifique
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Budget global : 5 M€ pour 2006-2010 ➤ Financement : partenaires
Ressources humaines	--
Légitimité	Fin des années 1990, réflexion entreprise par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le MEDDE, l'ADEME, le SOeS et l'INRA
Année de création	2001
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ministère de l'Agriculture et de la Pêche ➤ MEDDE ➤ ADEME ➤ SOeS ➤ INRA ➤ IRD (depuis 2004)
Mécanismes de liaison	Convention pluriannuelle renouvelée en 2005 (période 2006-2010)
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.gissol.fr
Contact	--

Fiche actualisée en 2008

ONML – Observatoire national de la mer et du littoral

Unité territoriale	France (métropole et outre-mer)
Missions	Valoriser les informations existantes sur la mer et le littoral sur ses aspects environnementaux, sociaux et économiques, dans le but de permettre à l'ensemble des acteurs d'évaluer l'état de ces territoires mais aussi les politiques locales, nationales et supranationales mises en place. Ce suivi a aussi pour but de diffuser une information cohérente à un large public.
Objectifs	--
Statut juridique	Aucun statut propre – Observatoire mis en œuvre par le Service de l'Observation et de la Statistiques (SOeS) du MEDDE, l'Agence des aires marines protégées (AAMP) et l'Ifremer. L'ONML dispose par ailleurs d'un comité technique interministériel.
Mécanismes de financement	SOeS / AAMP / Ifremer
Ressources humaines	Plusieurs ETP répartis dans les trois structures
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuite du travail mis en œuvre dans le cadre du précédent Observatoire du littoral ➤ Evolution suite au livre bleu « stratégie nationale pour la mer et les océans » adopté en comité interministériel de la mer en décembre 2009 et dans la continuité du Grenelle de la mer (juillet 2009)
Année de création	2004 (Observatoire du littoral) puis 2012 (ONML)
Partenaires	<p>Le comité technique est composé de représentants du / de la / des :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ SOeS / AAMP / Ifremer ➤ Directions du MEDDE (DEB, DGPR, DPMA, DGITM) ➤ Secrétariat général de la Mer ➤ DATAR ➤ SHOM ➤ Conservatoire du littoral
Mécanismes de liaison	Comité technique
Support technique	--
Géoservices disponibles	Outil de cartographie interopérable : liens WMS sur les couches géographiques et TJS concernant les données statistiques
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	www.onml.fr
Contact	<ul style="list-style-type: none"> ➤ SOeS – Sébastien COLAS – sebastien.colas@developpement-durable.gouv.fr ➤ AAMP – Aurélie BLANCK – aurelie.blanck@aires-marines.fr ➤ Ifremer – Antoine HUGUET – Antoine.Huguet@ifremer.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Sextant – Infrastructure de données géographiques marines et littorales

Unité territoriale	Monde
Missions	Sextant a pour vocation de collecter et mettre à disposition un catalogue de données géoréférencées sur le domaine marin. Accessible via internet, en accès grand-public ou, pour certaines données, restreint, il regroupe des données vecteur et maillées produites par l'Ifremer et ses partenaires.
Objectifs	Cette infrastructure de données vient en soutien de problématiques telles que la biodiversité, les énergies renouvelables en mer, la gestion intégrées des zones côtières, la pêche, l'environnement littoral et profond, l'exploration et l'exploitation des fonds marins.
Statut juridique	Aucun statut propre, entité intégrée à l'Institut Français pour la Recherche et l'Exploitation de la Mer (Ifremer)
Mécanismes de financement	Ifremer, MEDDE, Conventions particulières avec les partenaires
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'équipe projet de l'Ifremer s'appuie sur : <ul style="list-style-type: none"> - 2 administrateurs centraux (équivalent à 2 ETP) du service SISMER (Système d'Information Scientifique pour la Mer) - 2 développeurs (équivalent à 1 ETP) des services ISI (Ingénierie des Systèmes d'Information) et RIC (Ressources Informatiques et Communication) ➤ Viennent s'ajouter les administrateurs locaux des catalogues thématiques
Légitimité	Ifremer, service SISMER – Soutien fort de l'État et des projets européens
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2001 : création du portail, ouvert en interne Ifremer ➤ 2005 : ouverture aux partenaires de l'Ifremer ➤ 2007 : ouverture au public
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MEDDE et services déconcentrés (DIRM, DREAL et DEAL outre-mer, CETE, CETMEF) ➤ SHOM, IGN, AAMP, CEDRE, BRGM ➤ Infrastructures de données géographiques régionales littorales ➤ Universités
Mécanismes de liaison	Convention de partenariat et acte d'engagement
Support technique	Open Source : GeoNetwork / PostgreSQL / MapFish / GDAL OGR
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.ifremer.fr/sextant
Contact	sextant@ifremer.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

SIE – Système d’Information sur l’Eau

Unité territoriale	France
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produire tous les types de données sur l’eau ➤ Gérer et conserver ces données ➤ Garantir un accès aisé aux données
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Viser l’interopérabilité entre les différents outils constitutifs du système d’information ➤ Comporter des préconisations « pour l’adaptation des outils existants et pour l’élaboration des nouveaux outils »
Statut juridique	Aucun statut propre – Coordination technique et mise en place du SIE confiées à l’Office National de l’Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)
Mécanismes de financement	Financement par les redevances sur l’eau prélevées par les agences de l’eau
Ressources humaines	--
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Loi sur l’eau et les milieux aquatiques de décembre 2006 ➤ Arrêté du 26 juillet 2010, schéma national des données sur l’eau (SNDE), formalisant le SIE et son fonctionnement ➤ Directives européennes sur l’eau
Année de création	1992
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MEDDE (DDT, DREAL, DEB, SOeS...) ➤ 6 agences de l’eau et 4 offices de l’eau ➤ ONEMA ➤ Ifremer, BRGM, INERIS, IRSTEA, LNE, MNHN... ➤ Office international de l’eau (secrétariat technique du SANDRE) ➤ Collectivités locales...
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Arrêté du 26 juillet 2010, schéma national des données sur l’eau (SNDE), formalisant le SIE et son fonctionnement ➤ Groupes de coordinations nationaux et de bassin (voir SNDE)
Support technique	Réparti – pas uniquement géoservices mais bien toutes données sur l’eau – avec un principe de non intrusion dans les technologies des partenaires
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d’avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.eaufrance.fr
Contact	ONEMA

Fiche actualisée en 2012 / 2013

SINP – Système d'Information sur la Nature et les Paysages

Unité territoriale	France
Missions	Structurer les connaissances sur la biodiversité et la diversité des paysages
Objectifs	Faciliter la mobilisation des connaissances sur la biodiversité et les paysages pour : <ul style="list-style-type: none"> ➤ élaborer et évaluer les politiques publiques ; l'impact des plans, programmes et projets ➤ mettre à disposition du citoyen une information suffisante pour permettre le débat ➤ permettre de faire les rapportages correspondants aux engagements européens et nationaux Elaboration et mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> ➤ au sein de la stratégie nationale pour la biodiversité ➤ dans un cadre partenarial et de mise en œuvre régionale ➤ avec une gouvernance transparente et partagée ➤ fondée sur des principes scientifiques et de qualité
Statut juridique	Pilotage assuré par le MEDDE
Mécanismes de financement	MEDDE et adhérents
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 3 ETP : 1 pour la DEB, 0,5 pour le SOeS du CGDD et 3 pour l'AAMP Mise en œuvre du projet : Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB) Animation régionale : DREAL ou DEAL ou DRIEE Animation nationale : MEDDE, SOeS et AAMP
Légitimité	Protocole du SINP diffusé par circulaire aux préfets et publié au Bulletin Officiel du MEDAD-Ecologie (aujourd'hui MEDDE) du 30 août 2007
Année de création	Février 2007
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démarche partenariale pilotée par la DEB ➤ Mise en œuvre opérationnelle au niveau régional par les DREAL-DEAL/DRIEE en coopération avec les collectivités, les parcs naturels régionaux... ➤ Adhérents (ayants droits) : DREAL et organismes publics ou privés (associations...)
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protocole du SINP ➤ Possibilité de définir une charte régionale
Support technique	Open Source : utilisation de plusieurs outils informatiques <ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogue des données : inventaire des dispositifs de collecte nature et paysage (IDCNP) - http://inventaire.naturefrance.fr ➤ Outil de visualisation et téléchargement de données géographiques : Carmen - http://carmen.developpement-durable.gouv.fr ➤ Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) du MNHN - http://inpn.mnhn.fr/
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation/navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.naturefrance.fr
Contact	--

Fiche actualisée en 2012 / 2013

INFRASTRUCTURES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES REGIONALES

Base de Données de Référence – Atelier Parisien d’Urbanisme

Unité territoriale	Île-de-France
Missions	Consolider, sur l'agglomération centrale, un socle de données de référence à l'îlot, à la parcelle, au bâti afin de mieux connaître le territoire et appuyer les études urbaines
Objectifs	Mettre à disposition des données, notamment pour les partenaires institutionnels
Statut juridique	Association loi de 1901 (formée exclusivement d'institutions publiques)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 80% de subventions des partenaires (Ville et Département de Paris, État, Région Île-de-France, CCI de Paris, RATP, CAF, Paris Métropole, EPA ORSA) ➤ 20 % de recettes propres (compléments de subventions, contrats en Île-de-France et à l'international)
Ressources humaines	7 ETP : entretien des bases de données, production et mise à disposition des données, mise en œuvre des outils de diffusion cartographique
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Partenariat historique associant l'APUR, l'IAU IDF et l'INSEE ➤ Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) qui spécifie, dans ses missions prioritaires, la mission d'observation urbaine
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1969 - 1999 : constitution d'un fond de plan des îlots sur Paris (1979) puis sur l'agglomération centrale (1982-1999) ➤ 1989 : création d'une base de données à la parcelle et à l'adresse sur Paris ➤ 2005 - 2010 : nouvelle modélisation des données, recalage général de la géométrie îlots/équipements pour une précision topographique du 1/500^{ème} au 1/2 000^{ème} ; création d'un référentiel d'équipements ponctuels ➤ 2010 - 2013 : extension progressive de la base de données au niveau parcellaire et bâti sur les départements limitrophes (en fonction des conventionnements avec les CG). Création d'une base de données sur les projets de la métropole (aménagement, transport). Métadonnées INSPIRE.
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 Départements : Paris, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis ➤ Brigade des Sapeurs Pompiers (Préfecture de Police) ➤ INSEE ➤ Région Ile-de-France ➤ EPA ORSA ➤ Paris Métropole
Mécanismes de liaison	Conventions avec échanges de données
Support technique	Gamme ESRI (ArcGIS Serveur/Flex – Développements dérivés autour du programme Arcopole)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation (Intranet, Internet en cours 2013) ➤ Téléchargement FTP (Extranet)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.apur.org/
Contact	Alain BEAUREGARD – Responsable de la base de données de référence Pascale ROYNARD – Responsable de la diffusion des données SIG

Fiche actualisée en 2012 / 2013

CIGAL – Coopération pour l'Information Géographique en Alsace

Unité territoriale	Alsace
Missions	Optimiser la performance des territoires en développant et en améliorant l'utilisation des SIG au sein des organismes publics
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser des économies d'échelle en mobilisant des moyens techniques, humains et financiers sur des projets concrets et précis ➤ Promouvoir l'échange, la mutualisation et la réutilisation : <ul style="list-style-type: none"> - des données géographiques - des méthodes et des techniques - des connaissances et des savoir-faire ➤ Développer une culture et une utilisation commune des SIG et donner l'accès de ces systèmes et de nouveaux services à des tiers qui n'en ont pas les moyens
Statut juridique	Aucun statut propre
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Financement du fonctionnement (ETP, hébergement, site Internet, etc.) : membres fondateurs (CR et CG principalement) ➤ Financement des projets : par les partenaires, en fonction de leur intérêt (tour de table), et subventions extérieures (Europe, etc.)
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 ETP : chargé de mission pour l'animation du réseau ➤ Temps de travail investi par les partenaires sur les différents projets
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2002 - 2007 : convention cadre ➤ 2008 - 2013 : convention cadre
Année de création	2002 : signature de la première convention cadre entre les membres fondateurs
Partenaires	<p>Le partenariat CIGAL est ouvert à l'ensemble des autorités publiques alsaciennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Membres fondateurs : Conseil régional d'Alsace, Conseil général du Bas-Rhin (67), Conseil général du Haut Rhin (68), Mulhouse Alsace Agglomération, CA de Colmar, CU de Strasbourg ➤ Partenaires adhérents (signature de l'adhésion à la convention cadre CIGAL) : DREAL, DDT, parcs naturels régionaux, Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin, agences d'urbanisme, associations, BRGM, ONF, etc. (cf. liste sur le site Internet de CIGAL) ➤ Partenaires associés : agence de l'Eau, l'IDL (Institut du droit local), la DRFIP, l'EPELFI, etc.
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Convention cadre entre les membres fondateurs ➤ Signature de l'acte d'adhésion CIGAL pour les partenaires
Support technique	Le principe d'utiliser une solution libre (Open Source) a été acté par les partenaires. Une étude est en cours sur ce point : le choix final de la solution n'a cependant pas été arrêté.
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation : en cours de déploiement ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) : en cours de déploiement ➤ Téléchargement (FTP...) : en cours de déploiement
État d'avancement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démarche : opérationnelle ➤ Plate-forme : en cours de déploiement (basée sur la solution geOrchestra)
Adresse Internet	http://www.cigalsace.org
Contact	Guillaume RYCKELYNCK – guillaume.ryckelynck@region-alsace.eu

Fiche actualisée en 2012 / 2013

CRAIG – Centre Régional Auvergnat d'Information Géographique

Unité territoriale	Auvergne
Missions	Développer la production de données géographiques, faciliter leurs échanges entre les différents acteurs publics et moderniser les méthodes de travail
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Favoriser la connaissance, la diffusion et l'usage de l'information géographique ➤ Coordonner la production, l'acquisition et la diffusion de données géographiques de référence ➤ Organiser la mise en place de communautés thématiques en lien avec les politiques territoriales afin de favoriser les approches mutualisées ➤ Développer la culture de l'information géographique en organisant des sessions d'information et de formation ➤ Assurer l'accompagnement des utilisateurs en proposant un appui technique ou méthodologique ➤ Gestion, ingénierie et animation d'un SIG du numérique et de sa base de données dédié au recensement de toutes les infrastructures et des niveaux de service de communication électronique fixes et mobiles, TNT, etc.
Statut juridique	Groupement d'Intérêt Public
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CPER 2007 - 2013 (2,8 M€) – Convention constitutive du GIP ➤ Contribuent au financement du dispositif les acteurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - État - Conseil régional - Conseils généraux - Agglomérations - IGN - Europe (FEDER)
Ressources humaines	4,3 ETP
Légitimité	CPER
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2002 - 2006 : phase de préfiguration du Pole Géomatique Régional Auvergnat ➤ 2007 : création du CRAIG
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Préfecture de la région Auvergne ➤ Conseil régional d'Auvergne ➤ Conseils généraux ➤ Agglomérations ➤ IGN
Mécanismes de liaison	Acte d'engagement pour les bénéficiaires (Accès gratuit des données aux acteurs publics)
Support technique	Open Source
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recherche ➤ Consultation ➤ Téléchargement et de commande
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.craig.fr
Contact	Equipe du CRAIG – contact@craig.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

CRIGE PACA – Centre Régional de l'Information Géographique en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité territoriale	Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)
Missions	Développer et organiser la production, l'utilisation et le partage de l'IG en région
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mutualiser l'acquisition et la production de données de référence ➤ Coordonner la production de données thématiques échangeables ➤ Permettre l'accès aux données sur un géoportail régional interopérable ➤ Animer et développer un réseau régional géomatique ➤ Assurer une veille géomatique ➤ Articuler les initiatives locales avec les politiques nationales et européennes
Statut juridique	Association loi de 1901 (29/11/2002)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Budget de fonctionnement 2013 : 775 K€ (État, Région, Départements) ➤ Financement : CPER 2007 - 2013 (10,7 M€), volet TIC ➤ Mesures de soutien à l'IG hors CPER dans le cadre des politiques régionales ➤ Mobilisation de crédits européens (FEDER)
Ressources humaines	8 ETP en 2013 (dont 3 techniciens, 2 animateurs, 1 chargée de mission ANT)
Légitimité	Politique volontariste et partenariale de la Région, de l'État et des 6 Départements
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1994 : signature de la 1^{ère} convention d'acquisition « mutualisée » d'une BD géographiques (BDCarto©) entre le « groupement des utilisateurs » de la Région et l'IGN ➤ 2000 : inscription, dans le Contrat de Plan État - Région 2000 - 2006, de 3 mesures consacrées au développement de l'information géographique en région PACA ➤ 2003 : démarrage opérationnel de la structure CRIGE-PACA
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Région et Départements ➤ Services déconcentrés de l'État, établissements publics, parcs nationaux... ➤ EPCI, communes, pays, syndicats mixtes... ➤ Structures d'enseignement et de recherche (écoles, collèges, lycées, universités...) ➤ Chambres consulaires, parcs naturels régionaux, comités et offices de tourisme... ➤ Associations sans but lucratif ➤ Pôles de compétitivité, entreprises...
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accès gratuit aux bases de données pour tous les services publics et parapublics de la région via un site Internet ➤ Engagement de l'utilisateur : respect des conditions d'utilisation des données et adhésion aux principes de la politique géomatique régionale (charte en ligne) ➤ Traçabilité des usagers et des usages pour les référentiels et les données métiers ➤ Accès gratuit aux ressources du CRIGE (hotline, documentation, réunions, séminaires...)
Support technique	➤ Open Source (Géosource, PostgreSQL / PostGIS, GDAL / OGR, Mapserver, TYPO3)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recherche / catalogage (ISO) ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS, WMS-C...) ➤ Téléchargement (ETL)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.crige-paca.org
Contact	Christine ARCHIAS – contact@crige-paca.org

Fiche actualisée en 2012 / 2013

CRIGEOS – Centre Régional d'Information Géospatiale de Midi-Pyrénées

Unité territoriale	Midi-Pyrénées
Missions	Initié par la CCI du Gers, le CRIGEOS est la plate-forme interdépartementale de l'information géospatiale de Midi-Pyrénées. Il a pour vocation de réunir, à l'échelle régionale, tous les producteurs et utilisateurs d'informations géographiques en leur apportant informations, conseils d'utilisation et formations. Grâce à son IDS, il facilite la mutualisation et la diffusion des données géographiques entre ces acteurs.
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mutualiser les compétences et les achats de données, de logiciels, d'équipements afin de réduire les coûts pour l'ensemble des acteurs concernés ➤ Mettre à disposition des organismes qui ont des missions publiques des bases de données géographiques cohérentes, homogènes et interoperables ➤ Créer un centre de compétences pour la formation de géomaticiens et d'utilisateurs et développer un réseau de PME de services géomatiques ➤ Développer des projets innovants dans les groupes de travail ➤ Mettre en place une Infrastructures de données spatiales (IDS) pour mettre en œuvre, à l'échelon régional, la directive européenne INSPIRE. ➤ Organiser un évènement géomatique régional chaque année : « la Mêlée géomatique » ➤ Coopérer et échanger avec les autres plates-formes géographiques régionales dans le cadre du Réseau des CRIGES développé par l'AFIGEO ➤ Affirmer l'excellence européenne de la région dans la recherche, la formation, la création d'entreprises innovantes utilisatrices de l'information spatiale et géomatique dans le cadre du réseau NEREUS
Statut juridique	Projet piloté par l'État et la Région Midi-Pyrénées
Mécanismes de financement	Financement : FEDER, État, Région et les partenaires du projet
Ressources humaines	Le CRIGEOS est mis en œuvre par une équipe projet composée de salariés de la CCI du Gers (5 personnes) et de consultants extérieurs (3 consultants)
Légitimité	L'État et la Région pilotent le CRIGEOS. La CCI du Gers coordonne sa mise en œuvre. Les partenaires du projet (collectivités locales, EPCI...) participent à ses actions.
Année de création	2009
Partenaires	14 partenaires régionaux : État, Région, CCI du Gers, CG de l'Ariège, CG de l'Aveyron, CG du Gers, CG du Lot, CG des Hautes-Pyrénées, TIGéo (Tarn Information Géographique), SMICA (Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités Aveyronnaises), CA du Grand Auch, CCOM du Saint-Gaudinois, OGE, Assemblée Pyrénéenne d'Economie Montagnarde (APEM)
Mécanismes de liaison	Convention de partenariat, Extranet de travail collaboratif et réunions (comité des décideurs, cellule de suivi, équipe projet)
Support technique	Open Source (GeoNetwork)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Autres géoservices (RSS, WMS, CSW...)
État d'avancement	Version 2 en cours de développement
Adresse Internet	www.crigeos.org
Contact	Michel DEBORD – michel.debord@wanadoo.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GéoBourgogne – Plate-forme d'échange de données géographiques en Bourgogne

Unité territoriale	Bourgogne
Missions	Partager les informations géographiques entre entités publiques bourguignonnes et développer l'usage de l'information géographique
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier les acteurs et leurs données et faciliter l'accès à ces dernières ➤ Promouvoir et partager l'information géographique ➤ Standardiser les données produites ➤ Réduire la dépense publique grâce à l'achat groupé de données de référence ➤ Rendre interopérables les systèmes existants
Statut juridique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aucun statut propre, réseau informel ➤ Actions portées, pour l'instant, par le GIP e-bourgogne et par un groupement de commande État / Région
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CPER 2007 - 2013 : État (0,88 M€), Région (0,88 M€) ➤ Union européenne : FEDER (1,38 M€)
Ressources humaines	<p>2 ETP en interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 chef de projet ➤ 1 ETP réparti sur 3 personnes <p>0,5 ETP externalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 administrateur
Légitimité	Signature du CPER et du Programme Opérationnel FEDER
Année de création	2007
Partenaires	Les signataires de la charte, environ 120 (plus 25 services de l'État), sont identifiés sur le portail : www.geobourgogne.fr
Mécanismes de liaison	Charte de partenariat
Support technique	RESPIRE / PRODIGE
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Cartothèque ➤ Visualisation ➤ Téléchargement ➤ Transformation ➤ Flux (WMS, WFS)
État d'avancement	Opérationnel (portail ouvert en décembre 2012)
Adresse Internet	www.geobourgogne.fr
Contact	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pauline DUMONTET – pdumontet@gip.e-bourgogne.fr – 03 80 27 04 15 ➤ contact@geobourgogne.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GéoBretagne – Plate-forme d'échange de données pour la connaissance des territoires en Bretagne

Unité territoriale	Bretagne
Missions	Plate-forme d'échange de données pour la connaissance des territoires en Bretagne
Objectifs	<p>A l'échelon régional et local :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser des économies d'échelle (acquisition groupée, partage d'informations) ➤ Aider à la décision publique ➤ Accéder rapidement à une liste d'informations exhaustives ➤ Avoir des données de qualité pour l'amélioration de la connaissance du territoire <p>A l'échelon européen, pour se préparer à la directive INSPIRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Se doter de politiques de diffusion de données ➤ S'organiser entre acteurs pour se recentrer autour des domaines de compétences ➤ Fédérer, partager et mutualiser l'information
Statut juridique	Aucun statut propre
Mécanismes de financement	CPER 2007 - 2013 : État (1 M€), Région (1 M€)
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 3,7 ETP en 2012 ➤ Animateurs et correspondants techniques chez les partenaires
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 12 avril 2007 : signature du CPER ➤ 30 avril 2008 : signature de la charte partenariale ➤ 20 avril 2011 : nouvelle gouvernance actée dans la nouvelle charte partenariale
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2004 : (État) lancement du Programme d'Action Stratégique de l'État en Région ➤ 2005 : (Région) lancement du comité technique régional SIG, animation de réseaux ➤ 20 avril 2007 : mise en service de la version 1 de GéoBretagne ➤ Octobre 2010 : mise en production de la version 2 (grand public) de GéoBretagne
Partenaires	<p>Signataires de la charte d'adhésion à GéoBretagne :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Côté État : Préfecture de région Bretagne, Préfectures de département, Rectorat, Trésorerie générale, Enseignement supérieur et recherche ➤ Côté collectivités : Régions, 4 Conseils généraux, 4 SDIS, 9 Pays, 10 CA, 15 CCOM ➤ Autres : établissements publics, GIP, syndicats mixtes, agences d'urbanisme, chambres consulaires, associations, sociétés privées sur des missions de service public
Mécanismes de liaison	Charte de partenariat
Support technique	Communauté libre : geOrchestra.org
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Co-visualisation (WMS, WMS-C, WMTS, TMS, WFS...) ➤ Traitement (WPS) ➤ Téléchargement (FTP...) ➤ Extraction de données ➤ Administration de données et métadonnées
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://geobretagne.fr
Contact	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Région Bretagne – Lydie VINSONNEAU – lydie.vinsonneau@region-bretagne.fr ➤ DREAL – Fabrice PHUNG – fabrice.phung@developpement-durable.gouv.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Géo-Centre – Plate-forme d'échange de données géographiques en région Centre

Unité territoriale	Centre
Missions	Développer une plate-forme géomatique d'échange de données en veillant à respecter un cadre commun de cohérence et d'interopérabilité aux initiatives existantes et futures
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer la mutualisation, le partage des informations existantes et l'échange de données entre les partenaires de la région Centre (Services de l'État et collectivités) ➤ Promouvoir une animation et une coordination sur tous les territoires de la région ➤ Mettre en place des groupe de travail communs aux acteurs (INSPIRE, PLU...)
Statut juridique	Porté par le GIP RECIA
Mécanismes de financement	Contrat de Projet État Région 2007 - 2013 et fonds européens FEDER GIP RECIA
Ressources humaines	1 ETP au GIP RECIA ; 1 ETP (État / Région)
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Préfet de région souhaite disposer d'un état des lieux de la géomatique dans ses services déconcentrés ➤ La Région est intéressée par la thématique et souhaite y associer les Départements
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fin 2008 : fin de l'étude d'opportunité et de faisabilité ➤ 2009 - mi 2010 : constitution du partenariat ➤ Mi 2010 : mise en œuvre technique de la plate-forme et recrutement au GIP ➤ Octobre 2011 : ouverture de la plate-forme
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Préfecture de région et services déconcentrés ➤ Conseil régional ➤ Conseils généraux, EPCI, Pays, PNR...
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un comité de pilotage (État / Région / GIP RECIA) ➤ Un comité technique (État / Région / GIP RECIA et des référents départementaux des CG et des services de l'État) ➤ Une charte d'adhésion
Support technique	Open Source : PRODIGE et RESPIRE
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement ➤ Espace collaboratif
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	www.geo-centre.fr
Contact	<ul style="list-style-type: none"> ➤ GIP RECIA – Olivier FLORET – olivier.floret@recia.fr ➤ Conseil régional – Marie-France COURTOT – Marie-France.COURTOT@regioncentre.fr ➤ SGAR – Stéphane CARMES – stephane.carmes@centre.pref.gouv.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GEOGUYANE – Plate-forme mutualisée pour le partage d'informations géographiques en Guyane

Unité territoriale	Guyane
Missions	Plate-forme mutualisée pour le partage d'informations géographiques en Guyane
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Diffuser des données publiques en application de la directive INSPIRE ➤ Accroître l'efficacité des services producteurs et utilisateurs d'information géographique ➤ Développer la mutualisation et le partage des informations existantes au sein des services afin de mieux appréhender le territoire ➤ Favoriser le développement de l'information géographique en Guyane et y participer activement par des actions ciblées
Statut juridique	Entité sans statut propre (intégrée à une administration)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe – FEDER (80 000 €, soit 80 % du budget) ➤ État – partenariat État / Agence (20 000 €, soit 20 % du budget)
Ressources humaines	1 ETP, réparti sur 2 agents
Légitimité	COFIL piloté par le Préfet de région et composé des directeurs de services et responsables d'organismes
Année de création	Avril 2011
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés ➤ Établissements publics ➤ Association ➤ ...
Mécanismes de liaison	Charte
Support technique	--
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	www.geoguyane.fr
Contact	Boris RUELLÉ – boris.ruelle@audeg.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

GéoLimousin

Unité territoriale	Limousin
Missions	Développer, organiser et diffuser l'information géographique sur l'ensemble du territoire de la région Limousin
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre à disposition des autorités publiques les données géographiques et les outils de cartographie interactive ainsi que les observatoires nécessaires à la connaissance et l'analyse du territoire ➤ Mettre à disposition des acteurs publics mais également du grand public les données d'information géographique dans le cadre des préconisations de la directive INSPIRE, et ce via des outils Internet ➤ Favoriser la mutualisation des acquisitions et la mise en commun des données produites par les adhérents ➤ Assurer une veille technologique afin que les données et les outils soient interopérables avec les standards d'échange et de mise à disposition ➤ Assurer une animation de proximité en s'assurant que les données et cartes soient mises à jour régulièrement
Statut juridique	Convention partenariale entre l'État, le Conseil régional du Limousin, le Conseil général de la Corrèze, le Conseil général de la Haute Vienne, la CA de Brive, la CA de Limoges, le SDIS de la Haute-Vienne, la CCI du Limousin
Mécanismes de financement	En premier lieu, prise en charge par les partenaires signataires de la convention et, le cas échéant, par des recherches de subventions notamment FEDER
Ressources humaines	Environ 2,5 ETP répartis entre les partenaires signataires
Légitimité	Volonté commune multi-partenariale déclinée par une convention
Année de création	Lancement de la démarche au 4 ^{ème} trimestre 2010
Partenaires	Le partenariat est ouvert aux acteurs de la sphère publique : services de l'État, collectivités territoriales ainsi qu'aux organismes exerçant une mission de service public (consulaires, syndicats...). Il pourra être étendu à tout autre partenaire, y compris des organismes privés exerçant ou non une mission de service public et sous réserve du respect des règles de droits notamment d'accès, d'utilisation et de diffusion des données.
Mécanismes de liaison	Gouvernance à 4 niveaux : le comité régional de concertation du grenelle, le comité de pilotage, le comité technique et l'équipe d'animation
Support technique	PRODIGE / RESPIRE
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage - téléchargement (FTP...) ➤ Visualisation / navigation / co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Requêteur géographique ➤ Espace de travail collaboratif ➤ Cartographie statistique
État d'avancement	Outil opérationnel depuis décembre 2011 – Convention en cours de signature
Adresse Internet	www.geolimousin.fr
Contact	Secrétariat de Géolimousin – DREAL Limousin – 22 rue de Pénitents Blancs, 87 032 Limoges cedex – Serge CHAUMONT – serge.chaumont@developpement-durable.gouv.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013 (ex-SIGREEL)

Géo Martinique – Centre de ressources géomatiques et Infrastructure de données géographiques de la Martinique

Unité territoriale	Martinique
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mutualiser l'achat de données ➤ Faciliter le recueil et la transmission des données ➤ Valoriser l'information géographique ➤ Assister des institutions dans l'élaboration de leur SIG ➤ Partager le savoir-faire en SIG ➤ Organiser des formations continues spécialisées ➤ Apporter une lisibilité sur l'Open Data régionale Martinique-Caraïbe
Objectifs	Mutualiser, partager et utiliser l'information géographique
Statut juridique	Association loi de 1901 (association SIG972)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1994 : Contrat de Plan État / Région Martinique (1994 - 2000) ➤ 2008 : tout type de financement (Europe, État, Région, etc.)
Ressources humaines	Chaque membre s'engage à mettre à disposition un représentant technique (charge de travail en fonction des capacités du membre) ; mise à disposition d'un post-doctorat par le Conseil régional et l'Université des Antilles et de la Guyane
Légitimité	Groupe initié en 1990 par la Préfecture, aujourd'hui structuré en association (Président de l'association en 2008 : Université)
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Années 1990 : émergence du réseau ➤ Consolidation avec le Contrat de Plan État / Région ➤ Novembre 2008 : création de l'Association loi de 1901, SIG972
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Agences d'urbanisme : Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique, Agence des 50 pas géométriques de la Martinique ➤ Collectivités : CA de l'Espace Sud Martiniquais, Conseil régional de la Martinique, Conseil général de la Martinique, Ville de Fort-de-France, Ville du Lamentin ➤ Services et directions de l'État : Préfecture, DAF, DSDS, DEAL, DRAC, ONCFS, ONF ➤ CCI de la Martinique ➤ Conservatoire du Littoral ➤ Laboratoires et centres de recherche : CIRAD, IRD, IRSTEA, Pôle de Recherche Agronomique de la Martinique – PRAM, Université des Antilles et de la Guyane (laboratoire GEODE Caraïbe) ➤ Autres : OMM Martinique, ODE, PNR de la Martinique, Madininair, Syndicat Mixte d'Electricité à la Martinique, Météo-France, BRGM, SAFER, Institut de Veille Sanitaire
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protocole d'échange et de partage (2003) ➤ Fonctionnement associatif, réseau d'échanges, réunions techniques mensuelles
Support technique	Open Source
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.sig972.org
Contact	Jean-Raphaël GROS-DESORMEAUX – jrmgrosdesormeaux@yahoo.fr

Fiche actualisée en septembre 2013

GéoMayotte

Unité territoriale	Mayotte
Missions	Plate-forme interopérable d'échange et d'accès aux données géographiques publiques pour les collectivités, l'État et ses services mais aussi le grand public et les entreprises
Objectifs	Développement d'un outil de stockage, de catalogage, de valorisation et de diffusion des données de l'information géographique. La plate-forme permettra également de répondre aux exigences européennes et nationales.
Statut juridique	Entité sans statut propre (Club SIG 976) avec État pour financeur et ASP en tant qu'organisme payeur
Mécanismes de financement	Dans une première partie, financement CPER assuré jusque fin 2013 avec possibilités de financement via les fonds européens à partir de 2014
Ressources humaines	1 Administrateur et l'ensemble des membres du club SIG976
Légitimité	Le Préfet est intéressé par le développement d'une telle plate-forme pour la construction d'une vision partagée du territoire entre les différents services de l'État et le grand public
Année de création	Mars 2013
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Préfecture de Mayotte ➤ Conseil général ➤ DAAF ➤ DEAL ➤ SIEAM ➤ CAPAM ➤ ASP ➤ BRGM
Mécanismes de liaison	Fonctionnement régi par une convention
Support technique	PRODIGE
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	En développement
Adresse Internet	http://www.geomayotte.yt
Contact	Ludovic GRISANTI – ludovic.grisanti@mayotte.pref.gouv.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

GéoNormandie – Plate-forme d'échanges de données géographiques régionale au service de l'émergence d'une IDG bas-normande

Unité territoriale	Basse-Normandie
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Valoriser et diffuser la connaissance géographique du territoire au bénéfice des acteurs du territoire et du grand public ➤ Partager le patrimoine géographique du territoire entre les services adhérents par le biais d'une plate-forme régionale d'échanges de données et de plates-formes départementales
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produire de la connaissance territoriale par la mutualisation de données géographiques des différents services publics ➤ Cataloguer, entreposer et télécharger des données et leurs métadonnées ➤ Offrir aux services adhérents les moyens de satisfaire aux obligations de la directive INSPIRE ➤ Favoriser les échanges d'expériences et la mutualisation de compétences ➤ Constituer un patrimoine commun de référentiels
Statut juridique	Sans statut propre
Mécanismes de financement	Financement État / budget initial : paramétrage, hébergement plate-forme 10 000 € /an
Ressources humaines	2 ETP
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Instance de gouvernance numérique bas-normande constituée depuis juin 2009 ➤ Commande inscrite dans la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCORAN) dont l'action n'est pas uniquement centrée sur les infrastructures très haut débit et haut débit mais aussi sur le développement des usages du numérique (dont l'information géographique fait partie) et la formation
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2011 : ingénierie du projet ➤ 2011 - 2012 : réalisation technique
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Partenaires de l'IDG Basse-Normandie ayant un rôle moteur : État - Région - 3 Départements ➤ Partenaires pour la plate-forme régionale GéoNormandie : État - Région
Mécanismes de liaison	Signature d'une convention pour un partenariat entre l'État, la Région et les Départements et signature d'une charte d'adhésion
Support technique	Open Source (Progiciel PRODIGE/RESPIRE)
Géoservices disponibles	Catalogue de données et métadonnées, visualiseur cartographique, espace de travail collaboratif (groupes ANT, Réseaux, Référentiels...)
État d'avancement	Installé mais pas encore opérationnel
Adresse Internet	http://geonormandie.fr/accueil
Contact	<ul style="list-style-type: none"> ➤ DREAL Basse-Normandie – Carole LECOMTE – Co-animatrice du projet – carole.lecomte@developpement-durable.gouv.fr ➤ CR Basse-Normandie – Claire-Marie CAVACO – Co-animatrice du projet – cm.cavaco@crbn.fr ➤ CR Basse-Normandie – Mathilde ANGER – Administratrice technique – mat.anger@crbn.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013 (ex-Pôle Géomatique Normand et ex-PRODIGE Basse-Normandie)

GEOPAL – Portail géomatique régional des Pays de la Loire

Unité territoriale	Pays de la Loire
Missions	Rechercher un cadre commun de cohérence et d'interopérabilité à toutes les initiatives liées à la géomatique dans la sphère publique
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accroître l'efficacité des structures productrices et utilisatrices d'information géographique en Pays de la Loire ➤ Développer la mutualisation et le partage des informations existantes entre ces structures ➤ Favoriser le développement de l'information géographique en Pays de la Loire et y participer activement par des actions ciblées
Statut juridique	Aucun statut propre – Convention d'application du CPER signée en août 2008
Mécanismes de financement	Financements dans le cadre du CPER (signé le 17 mars 2007) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ État : 3 M€ (engagé au 31 décembre 2012 : 2 M€) ➤ Région : 3 M€ (engagé au 31 décembre 2012 : 2 M€) Autres financements escomptés sur la période : <ul style="list-style-type: none"> ➤ FEDER : 2 M€ (engagé au 31 décembre 2012 : 2,8 M€) ➤ Partenaires : 2 M€ (engagé au 31 décembre 2012 : 2,1 M€)
Ressources humaines	Equipe projet : 1 animateur État et 1 animateur Région
Légitimité	Propositions du groupe de travail animé par D. RABU (chargé de mission TIC au SGAR) en 2006, constitué par les partenaires le l'IDG, et dont le Préfet a confié la présidence à D. CAILLAUD.
Année de création	2008
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collège « Collectivités » : CG, CU et CA, CCOM de plus de 50 000 habitants et associations départementales des maires ➤ Collège « État » : services de l'État en région et en départements ➤ Collège « Partenaires » : établissements publics, chambres consulaires, GIP et associations
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Convention d'application entre l'État et la Région des Pays de la Loire ➤ Conventions État / Région et partenaires par projet ➤ Charte d'adhésion au portail pour les partenaires en région
Support technique	Open Source : PRODIGE / RESPIRE
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-Visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...) ➤ Extraction de données ➤ Espace de travail collaboratif
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.geopal.org
Contact	Voir : http://www.geopal.org/contact.html

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GéOPicardie – Mutualisation de l'Information Géographique En Picardie

Unité territoriale	Picardie
Missions	➤ Mettre en place une infrastructure de données géographiques réunissant les acteurs publics de la région
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Permettre un développement cohérent des données géographiques à l'échelle régionale ➤ Identifier les acteurs et faciliter l'accès aux données ➤ Standardiser les données produites ➤ Réduire la dépense publique grâce à l'achat groupé de données de référence ➤ Rendre interopérables les systèmes existants ➤ Promouvoir et partager l'information géographique ➤ Mettre en œuvre la directive INSPIRE
Statut juridique	Pas de statut propre
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ FEDER ➤ État, Région, Département ➤ Par projet (conventions de groupement de commande...)
Ressources humaines	1 ETP et volontariat des membres
Légitimité	Convention cadre signée par l'État, la Région et les Départements
Année de création	2008 : signature de la convention cadre
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil régional de Picardie ➤ État : SGAR, DREAL... ➤ Les 3 Conseils généraux de la région : Aisne, Oise et Somme ➤ 60 acteurs publics signataires au début 2013
Mécanismes de liaison	Convention cadre
Support technique	Choix d'une solution Open Source mutualisée à l'échelle nationale : geOrchestra – Déploiement sur l'année 2013
Géoservices disponibles	<p>Liés au choix de la plate-forme :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation ➤ Téléchargement
État d'avancement	En développement
Adresse Internet	www.geopicardie.fr (automne 2013)
Contact	contact@geopicardie.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013 (ex-MIGEP)

GEORHONEALPES

Unité territoriale	Région Rhône-Alpes
Missions	--
Objectifs	<p>Améliorer la performance des organisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mieux utiliser les SIG au service des compétences des collectivités ➤ Mutualiser ce qui peut l'être ➤ Rechercher les économies d'échelles ➤ Se conformer à la directive INSPIRE ➤ Publier ses données géographiques (presque toutes) ➤ Rendre ses données interopérables (c'est-à-dire réutilisables) ➤ Faciliter leur réutilisation (création de catalogue de métadonnées)
Statut juridique	Entité sans statut propre intégrée à la Région Rhône-Alpes
Mécanismes de financement	Aucun
Ressources humaines	0,2 ETP
Légitimité	Région Rhône-Alpes
Année de création	25 avril 2012
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés ➤ Chambres de commerce ➤ Collectivités territoriales : Départements, Agglomérations
Mécanismes de liaison	--
Support technique	En cours de réflexion
Géoservices disponibles	Catalogage
État d'avancement	En réflexion
Adresse Internet	http://www.georhonealpes.fr/
Contact	http://www.georhonealpes.fr/accueil/contact

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GUYANE SIG – Plate-forme régionale SIG de la Guyane

Unité territoriale	Guyane
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Construire et mettre en œuvre une stratégie à moyen et long terme à l'échelle de la communauté territoriale ➤ Mettre en place une organisation innovante, mutualisée et en réseau, de l'ensemble des informations et connaissances utiles au territoire ➤ Générer une dynamique partenariale autour de l'information géographique en Guyane, pour la connaissance, l'analyse, l'aménagement et le développement du territoire
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer un RGE du territoire guyanais et concrétiser l'élaboration d'un système régional d'information territoriale ➤ Permettre à l'ensemble des partenaires de bénéficier d'une interface d'accès aux informations géographiques de Guyane dans un environnement standard et interopérable ➤ Mettre à disposition de l'ensemble des partenaires un outil d'aide à la décision et d'évaluation des politiques territoriales
Statut juridique	Aucun statut propre (portage par la Région Guyane)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil régional : 21,70 % ➤ Partenaires (FEDER, CG, collectivités locales, CCI, SDIS...) : 78,30 %
Ressources humaines	3 ETP : 1 chef de projet, 1 géomaticien, 1 administrateur réseaux et bases de données
Légitimité	Ce projet est mis en œuvre par une équipe rattachée au Département des Systèmes d'Information de la Région. En collaboration avec les différents acteurs territoriaux, un dispositif de pilotage (comprenant un COPIL, un groupe de suivi, une cellule géomatique et des référents) a été créé pour assurer le suivi, la réussite et la pérennité de ce projet.
Année de création	2011 : lancement officiel de la plate-forme
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil général de la Guyane, communautés de communes, communes (toutes) ➤ Services déconcentrés de l'État (via GEOGUYANE) ➤ Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane ➤ Etablissement Public d'Aménagement de la Guyane ➤ Parc Naturel Régional ➤ Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane ➤ Agence Régionale de Développement ➤ Observatoires régionaux de l'Air, de l'Énergie et du Développement Durable, de la Santé ➤ SDIS
Mécanismes de liaison	Convention de partenariat
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Application Web (propriétaire) : arcOpole / ArcGIS Server 10.0 ➤ Catalogage (libre) : GeoNetwork 2.6 ➤ Portail de communication (libre) : Drupal 7.15
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.guyane-sig.fr
Contact	Conseil régional de Guyane – Jérôme LE FOL jerome.lefol@cr-guyane.fr – Tél. : 05 94 28 80 04

Fiche intégrée en septembre 2013

MiPyGéo – Plate-forme d'échange de données géographiques des services de l'État en Midi-Pyrénées

Unité territoriale	Région Midi-Pyrénées
Missions	Création d'un réseau structuré pour l'information géographique, prôné par le schéma régional de mutualisation des fonctions supports des services de l'État, permettant de mieux organiser les partenariats techniques déjà mis en place et de professionnaliser l'usage de l'information géographique
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Créer un réseau structuré qui permette d'instaurer et d'animer un réseau de compétences et de développer l'usage transversal de l'information géographique dans les services de l'État ➤ Constituer une plate-forme d'échange de données et d'accès à l'information existante, à destination des services de l'État et permettant la diffusion des données publiques en conformité avec INSPIRE ➤ Instaurer une animation permettant une meilleure coordination dans la production et l'utilisation des données
Statut juridique	Entité sans statut propre (intégrée à une administration) : animation par la DREAL sous pilotage SGAR
Mécanismes de financement	Financements interministériels : 80 K€ sur 2012 - 2013
Ressources humaines	2 ETP : DREAL et contributions des autres services
Légitimité	Projet d'Action Stratégique de l'État (PASE) : Schéma régional de mutualisation
Année de création	23 février 2012 (Comité de l'Administration Régionale)
Partenaires	Services de l'État en Midi-Pyrénées et établissements publics ciblés
Mécanismes de liaison	Charte à venir
Support technique	PRODIGE V3.2
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	www.mipygeo.fr
Contact	Jean-Luc MONCEYRON – jean-luc.monceyron@developpement-durable.gouv.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013 (ex-GéoMIP)

PEGASE – Plate-forme d’Echange Géographique, Application des Services de l’État en Poitou-Charentes

Unité territoriale	Poitou-Charentes
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Partage de l’information géographique de l’État par la mise en place d’une plate-forme régionale, interdépartementale et interservices d’échanges ➤ Améliorer la réalisation des missions de service public et disposer d’un outil d’aide à la décision performant dans les domaines de compétence de l’État et en priorité : risques, eau, patrimoine, territoires, organisation administrative, démographie
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Coproduire et croiser les données géographiques ➤ Cataloguer, entreposer et télécharger des données ➤ Mettre à disposition de la cartographie en ligne ➤ Assurer l’acquisition mutualisée et la diffusion de référentiels ➤ Favoriser les échanges d’expériences et la mutualisation de compétences
Statut juridique	Sans statut propre (services de l’État)
Mécanismes de financement	Cofinancement État
Ressources humaines	2 ETP
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Décision du Comité de l’Administration Régionale de janvier 2009 ➤ Lettres de mission aux personnes ressources du projet ➤ Circulaire PRODIGE du 24 octobre 2007
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2008 : ingénierie du projet ➤ 2009 : réalisation technique ➤ 2010 : ouverture et montée en charge
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Animation : Préfecture de région ➤ Coordination technique : DREAL ➤ Partenaires : services et établissements publics de l’État et tiers autorisés (SDIS)
Mécanismes de liaison	Signature d’une charte d’adhésion
Support technique	Open Source (Progiciel PRODIGE et RESPIRE)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement
État d’avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.pegase-poitou-charentes.fr
Contact	DREAL – Marie-Neige LEBOURG – marie-neige.lebourg@developpement-durable.gouv.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

PEIGEO – Plate-forme d'Echange de l'Information GEOgraphique à La Réunion

Unité territoriale	La Réunion
Missions	Partage, mutualisation et démocratisation de l'information géographique à la Réunion
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Partager l'information géographique entre les services de l'État, les collectivités locales et les établissements publics et permettre au grand public d'accéder à ce type d'information ➤ Mutualiser des outils communs nécessaires à ce partage au travers la création d'un portail de service géographique sur Internet permettant notamment le catalogage, le téléchargement et la consultation des données géographiques ➤ Coordonner des actions structurantes qui émergent actuellement sur les territoires et notamment la mutualisation pour l'acquisition, la constitution et la mise à jour de données géographiques référentielles ou métiers normalisés
Statut juridique	Entité sans statut propre intégrée à l'AGORAH (Agence pour l'Observation de la Réunion de l'Aménagement et de l'Habitat)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe : demande en cours ➤ État, Région, Département : 49 916 € ➤ AGORAH : 63 033 €
Ressources humaines	1 ETP
Légitimité	L'État, la Région et le Département ont pris l'initiative de développer PEIGEO et d'en confier le portage et la mise en œuvre à l'AGORAH
Année de création	13 décembre 2012
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés ➤ Collectivités territoriales : Région, Département, EPCI ➤ Établissements publics : Parc National de la Réunion, EPF de la Réunion
Mécanismes de liaison	Charte d'adhésion
Support technique	Open Source : RESPIRE Propriétaire : WGS (pour l'aspect 3D)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel (mise en ligne le 29 mars 2013)
Adresse Internet	www.peigeo.re
Contact	Benoît PRIBAT – pribat@agorah.com

Fiche intégrée en septembre 2013

PIGMA – Plate-forme de l'Information Géographique Mutualisée en Aquitaine

Unité territoriale	Aquitaine
Missions	Mettre en place et animer une plate-forme d'échange et de mutualisation de données et de moyens pour la sphère publique, parapublique et associative d'Aquitaine : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Animation du réseau ➤ Partage et échange de données ➤ Mutualisation des moyens
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faciliter l'interopérabilité entre services (utilisation des mêmes référentiels) ➤ Entretenir une dynamique d'échanges d'informations géographiques sur la région dans un contexte d'économie d'argent public <p>Le développement de ces moyens s'inscrit dans la continuité de l'action du GIP ATGeRi qui, par la production de cartographie, a développé un service d'aide à la décision publique en répondant aux missions de prévention et protection des milieux, dans le cadre du développement durable et de la gestion des risques.</p>
Statut juridique	Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques (GIP ATGeRi)
Mécanismes de financement	Budget de PIGMA 2007 - 2013 : 11,1 M€ 40 % FEDER, 30 % Région, 30 % autofinancement (SDIS)
Ressources humaines	9 ETP : direction, technique, administratif
Légitimité	État, Conseil régional d'Aquitaine, SDIS, associations de DFCI, ONF
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2005 : GIP ATGeRi ➤ 2009 : PIGMA
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Membres du GIP ATGeRi : <ul style="list-style-type: none"> - État : MEDDE, MAAF et Ministère de l'Intérieur - Conseil régional d'Aquitaine - SDIS : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques - Association Régionale de DFCI et Unions Départementales des Associations Syndicales Autorisées de DFCI - ONF ➤ Financeurs de PIGMA : <ul style="list-style-type: none"> - Union européenne : FEDER - État : SGAR - Conseil régional d'Aquitaine - SDIS : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques ➤ Partenaires de PIGMA : 410 organismes d'Aquitaine
Mécanismes de liaison	Conventions de partenariat de mise à disposition de données numériques
Support technique	Open Source – Solution geOrchestra
Géoservices disponibles	Services WMS et WFS
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.pigma.org
Contact	Pierre MACE – contact@gipatgeri.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Portail géographique de la Collectivité Territoriale de Corse

Unité territoriale	Corse
Missions	Mission régionale d'animation, de structuration et de mutualisation de l'information géographique
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Acheter des fonds cartographiques en licence étendue pour l'ensemble des collectivités ➤ Créer et diffuser des données métiers ➤ Mettre en place des systèmes d'information (routier, enseignement professionnel...) ➤ Former et animer un réseau de partenaires SIG
Statut juridique	Mission SIG : Direction Générale des Services de la Collectivité Territoriale de Corse Mission transversale de la Région Corse
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe : 50 % ➤ CPER : 25% ➤ Autres
Ressources humaines	2 ETP
Légitimité	--
Année de création	2006
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés ➤ Collectivités territoriales (toutes les échelles du territoire) ➤ Établissements publics ➤ Centres d'enseignement et de recherche, université, CNRS ➤ Entreprises : projets avec les concessionnaires ➤ Associations : ARF, AFIGEO
Mécanismes de liaison	--
Support technique	Propriétaire (ESRI, Ela - Enterprise License agreement : licence étendue de logiciels)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation (en Intranet) ➤ Portail géographique
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.corse.fr/infogeo
Contact	Laurence PINELLI – laurence.pinelli@ct-corse.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

PPIGE – Plate-forme Publique de l'Information Géographique en Nord-Pas de Calais

Unité territoriale	Nord-Pas de Calais
Missions	Permettre au plus grand nombre de consulter l'information géographique et aux organismes ayants droit de télécharger un tronç commun de données de référence homogènes
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Favoriser la diffusion de l'IG en mettant à disposition les bases de données, support aux échanges, et en développant ces échanges via des pôles métier thématiques ➤ Favoriser les échanges et faciliter le travail des partenaires privés qui assistent les organismes publics dans la conduite des politiques d'aménagement du territoire
Statut juridique	EPF du Nord-Pas de Calais – EPIC de l'État
Mécanismes de financement	Budget global de 2,682 M€ (2011 - 2013) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ FNADT : 290 K€ ➤ FEDER : 954 K€ ➤ EPF : 932 K€ ➤ Région : 420 K€ ➤ Département Pas-de-Calais : 85 K€
Ressources humaines	2,8 ETP : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 assistant administratif et technique (4/5 temps) ➤ 1 chargée de gestion (1 temps plein) ➤ 1 chargé d'étude (1/2 temps) ➤ 1 responsable (1/2 temps)
Légitimité	Partenariat intra-régional État / Région avec désignation de l'EPF comme maître d'ouvrage
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2005 : l'EPF Nord-Pas de Calais est missionné par le partenariat État / Région pour mener à bien le projet PPIGE dont il devient le maître d'ouvrage ➤ 18 décembre 2006 : ouverture du site internet
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Préfecture de région ➤ Conseil régional Nord-Pas de Calais ➤ Conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais ➤ Chambre d'agriculture ➤ SDIS ➤ Agence de l'eau Artois Picardie
Mécanismes de liaison	Protocole de partenariat
Support technique	Open Source (Mapserver, Openlayer, GDAL / OGR, Drupal, Postgre / PostGIS)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel (en phase 2)
Adresse Internet	http://www.ppige-npdc.fr
Contact	Philippe HEROGUER – p.heroguer@epf-npdc.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

PRODIGE 971 – Plate-forme Régionale pour Organiser et Diffuser l'Information Géographique de l'État en Guadeloupe

Unité territoriale	Guadeloupe
Missions	--
Objectifs	Offrir une plate-forme mutualisée de services d'information géographique
Statut juridique	Entité sans statut propre – Pilotage par un Comité de pilotage (État mais qui sera élargi à court terme aux collectivités majeures) – Référent : Chargé de mission TIC au SGAR
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe : financements qui seront mobilisés à court terme, pour des développements supplémentaires et de la formation ➤ FNADT : 31 517 € ➤ CPER : à intégrer dans la prochaine programmation (2014 – 2020)
Ressources humaines	0
Légitimité	SGAR / Préfecture de la région Guadeloupe
Année de création	Juillet 2012
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés : Préfecture, DEAL, DIECCTE, DAAF, DAC, DRFIP, Rectorat, ARS, DIPJ ➤ Collectivités territoriales : CR de Guadeloupe, CG de la Guadeloupe, CCOM de Marie Galante, Commune du Lamentin ➤ Autres Collectivités : Routes de Guadeloupe, SYMEG ➤ Établissements publics : Agence des 50 pas géométriques, SDIS, Conservatoire du Littoral, Observatoire Volcanologique de la Soufrière, BRGM, INSEE, Ifremer, Office de l'Eau de la Guadeloupe, ONF, Parc National de la Guadeloupe, CRPMEM, IGN, PAG ➤ Laboratoires / Centres d'enseignement et de recherche : Université Antilles Guyane, CIRAD, INRA ➤ Associations : AGRIGUA...
Mécanismes de liaison	Convention d'hébergement et conventions de partenariat (en attendant le futur statut issu de la réflexion commune)
Support technique	PRODIGE...
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.prodige.ac-guadeloupe.fr
Contact	Chargé de mission TIC du SGAR de la Préfecture de région Guadeloupe

Fiche intégrée en septembre 2013

PRODIGE Haute-Normandie – Plate-forme Régionale pour Organiser et Diffuser l'Information Géographique de l'État en Haute-Normandie

Unité territoriale	Haute-Normandie
Missions	Mutualiser les données géographiques produites par les services de l'État, centrées autour de 3 thèmes principaux : <ul style="list-style-type: none"> ➤ La connaissance des territoires ➤ La gestion de crise ➤ L'évaluation des politiques publiques
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Valoriser les données existantes en les mettant à disposition (téléchargement et visualisation) ➤ Cataloguer les données existantes Principaux enjeux : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer la cohérence et la transparence des données ➤ Améliorer la connaissance des territoires ➤ Améliorer la capacité des services à évaluer les politiques publiques et la réactivité des services à produire les données
Statut juridique	Aucun statut propre – Système commun au sein des services de l'État
Mécanismes de financement	Préfecture (investissements et exploitation)
Ressources humaines	4 ETP
Légitimité	Maître d'ouvrage : Préfecture de région (SGAR) qui assure le pilotage
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2006 : démarche initiée ➤ Début 2009 : mise en service du projet
Partenaires	Services de l'État en région Haute-Normandie
Mécanismes de liaison	Charte de production et d'échange de données en cours de validation (elle sera ensuite formalisée autour d'une convention unique qui remplacera les anciennes conventions bilatérales)
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d'avancement	En développement (1 ^{er} semestre 2009 : ouverture prévue)
Adresse Internet	http://www.prodige-hn.fr
Contact	--

Fiche actualisée en 2008

PRODIGE Rhône-Alpes – Plate-forme Régionale pour Organiser et Diffuser l'Information Géographique de l'État en Rhône-Alpes

Unité territoriale	Rhône-Alpes (Rhône-Alpes – Auvergne pour la gestion de crise)
Missions	<p>Développer et organiser la production, l'utilisation, les échanges et le partage de l'Information Géographique en région :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ coordonner la production de données thématiques échangeables et réutilisables ➤ permettre l'accès aux données sur un portail régional interopérable ➤ animer et développer un réseau régional géomatique ➤ articuler les initiatives locales avec les politiques nationales et européennes
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Définir, construire et partager des outils, des méthodes et un patrimoine commun de données cohérent et opérationnel : mutualiser les moyens, les efforts et favoriser les échanges d'expériences ➤ Le patrimoine mutualisé doit s'affranchir des limites administratives, métiers et géographiques pour renforcer la prise en charge des situations de crise ; mettre en œuvre, mieux gérer, suivre et évaluer les politiques publiques ; mieux connaître les territoires et leurs interactions ➤ Répondre aux exigences de diffusion des données de la directive INSPIRE
Statut juridique	Aucun statut propre – Charte spécifique au périmètre État
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fonctionnement : l'État via 7 services régionaux (groupement de commande) ➤ Investissement : assuré par la MIG / MEDDE
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 animateur coordonateur régional (SGAR) ➤ 1 chef de projet et administrateur réseau et logiciel de la plate-forme (SGAR) ➤ 26 administrateurs de données (agents missionnés) : 14 pour les données régionales (agents régionaux) et 12 pour les données départementales (agents départementaux)
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Décision du Préfet de région (janvier 2003) ➤ Lettre de mission du Chargé de Mission TIC ➤ Soutien DGME (juin 2007) ➤ Circulaire PRODIGE du Ministère de l'Intérieur (24 octobre 2007) ➤ Transfert de la coordination nationale au MEDDE (MIG)
Année de création	Janvier 2003
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Services régionaux et départementaux (8 départements) issus des ministères de l'Intérieur, l'Agriculture, l'Équipement, l'Environnement, l'Industrie, les Affaires Sanitaires et Sociales, les Affaires Vétérinaires et les Affaires Culturelles, dont l'ARS ➤ Etablissements publics ➤ 8 SDIS ➤ Ouverture vers les collectivités en cours
Mécanismes de liaison	Charte d'adhésion rénovée et adoptée par le COPIIL du 10 juin 2009 – Conventions partenaires
Support technique	PRODIGE 3.2 (Open Source : ADULLACT)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage (sous GéoSource V2.7.3) ouvert au grand public ➤ Visualisation / navigation / co-visualisation (serveur et client WMS, WFS) ➤ Sauvegarde de contextes (WMC) ➤ Moissonnage de catalogue (CSW) ➤ Téléchargement (en totalité d'une couche vecteur / raster ou par extraction)
État d'avancement	Opérationnel en V.3.2 (la version 3.3 est en cours de développement)
Adresse Internet	http://prodige.rhone-alpes.gouv.fr
Contact	Hervé MORANDI – herve.morandi@rhone-alpes.pref.gouv.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Ser.FA – Serveur Régional FIBOIS Alsace

Unité territoriale	Alsace
Missions	Valoriser le SRDF (Schéma Régional de Desserte Forestière)
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Optimiser la logistique et les flux de bois depuis la forêt jusqu'aux industries de transformation du bois ➤ Améliorer la mobilisation du bois en forêt ➤ Mutualiser les données pour les acteurs intervenant dans la filière forêt-bois ➤ Mettre à disposition et en consultation des couches de données informatiques sur un serveur (notamment le SRDF) ➤ Echanger des informations concernant les lots de bois entre tous les acteurs de la filière
Statut juridique	Aucun statut propre – Porté par FIBOIS Alsace (association de droit local spécifique à l'Alsace - Moselle), l'interprofession de la filière forêt-bois en Alsace
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CPER 2000 - 2006 ➤ Cotisations des entreprises de la filière utilisant le Ser.FA
Ressources humaines	0,25 ETP (chargé de mission)
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Volonté des membres de FIBOIS Alsace et de l'État ➤ Partenariat avec CIGAL
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1995 : création de FIBOIS Alsace ➤ 2005 : démarrage des travaux sur la mise en place d'un serveur cartographique ➤ 2007 : lancement du Ser.FA
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État ➤ Conseil régional d'Alsace ➤ Professionnels du secteur
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Convention signée avec les fournisseurs de données ➤ Engagement signé de tous les membres
Support technique	Propriétaire
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Visualisation ➤ Co-visualisation (WMS.) ➤ Téléchargement
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.fibois-alsace.com (FIBOIS Alsace)
Contact	Thibaud SURINI – serveur@fibois-alsace.com

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Service de la Géomatique et de la Télédétection de Nouvelle-Calédonie

Unité territoriale	Nouvelle-Calédonie
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en place un SIG de la Nouvelle-Calédonie qui réponde aux besoins spécifiques des services et directions de la Nouvelle-Calédonie, dans un souci d'interopérabilité avec les autres collectivités ➤ Coordonner la production de données géographiques et thématiques en mettant en œuvre et en animant une infrastructure de données spatiales ➤ Constituer un pôle de compétences et d'expertises dans le domaine de la géomatique et de la télédétection, qui permette au gouvernement, aux services et directions de la Nouvelle Calédonie ainsi qu'aux partenaires et clients, de disposer de moyens de représentation spatiale des territoires ➤ Proposer des actions d'information et de formation auprès des utilisateurs de données géographiques, favoriser les échanges avec les professionnels et promouvoir les initiatives dans le domaine de la géomatique et de la télédétection ➤ Assurer le suivi de la veille technologique
Objectifs	Voir missions
Statut juridique	Service technique du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Budget de la Nouvelle-Calédonie ➤ Financement sur projet (convention de prestation)
Ressources humaines	5 ETP : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 chef de service ➤ 4 agents
Légitimité	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
Année de création	2006 : publication au Journal Officiel de Nouvelle-Calédonie (21 février 2006)
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Utilisateurs de la collectivité : services et directions de Nouvelle-Calédonie ➤ Partenaires institutionnels : État, Provinces, Communes ➤ Établissements publics : IRD, Ifremer, université... ➤ ONG
Mécanismes de liaison	Conventions de partenariat
Support technique	Gamme ESRI (bureautique et base de données serveur)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS...) ➤ Moissonnage de catalogue (CSW) ➤ Géocodage (2013) ➤ Téléchargement (FTP au travers des fiches de métadonnées, plate-forme de téléchargement intégrée à l'explorateur cartographique – téléchargement en direct d'une donnée (vecteur ou raster) sur la totalité du territoire ou sur une zone définie)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.gouv.nc http://georep.nc
Contact	Damien BUISSON – georep.dtsi@gouv.nc

Fiche actualisée en 2012 / 2013

SIG L-R – Systèmes d’Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon

Unité territoriale	Languedoc-Roussillon
Missions	Diffuser et promouvoir l'information géographique
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Partager des savoir-faire entre ses membres ➤ Faciliter le montage et le portage de projets par ses membres ➤ Acquérir et mettre à disposition des produits et des bases de données géographiques
Statut juridique	Association loi de 1901
Mécanismes de financement	Financements sur projet : 2011 - 2014 = 1,2 M€ <ul style="list-style-type: none"> ➤ État (FNADT) ➤ Europe (FEDER) ➤ 2 Ententes interdépartementales ➤ Conseil régional et 5 Conseils généraux ➤ 7 CA et 2 CCOM ➤ Cotisations 2012 = 15 K€
Ressources humaines	5 ETP (Directeur de programme : 1 ETP ; Animateur : 1 ETP ; Chef de projet IDG : 1 ETP ; Chef de projet SIG télécoms : 1 ETP ; Doctorant BD Sols : 1 ETP)
Légitimité	Les collectivités participent au conseil d’administration ; l’État est membre de l’association depuis 2012 ; 120 membres participent à l’assemblée générale.
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1994 : création de l’association ➤ 2001 : modification des statuts de l’association
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Agence d’Urbanisme Catalane, Agence d’Urbanisme de l’Aire Avignonnaise ➤ Bureaux d’études : Ecosys, Biotope, Alisé, Iocéan ➤ Conseil régional, Conseils généraux, CA, CCOM, grandes villes ➤ Conseils et conservatoires de Languedoc-Roussillon (L-R) : CAUE L-R, CEN L-R ➤ Directions et services départementaux : DDTM, SDIS ➤ Ententes interdépartementales : Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen, Pôle Nouvelles Technologies ➤ Groupement d’Intérêt Public : ATEN ➤ Instituts de recherche : IAMM, IRSTEA, IRD, IUT de Carcassonne, master SIIG3T, mastère SILAT ➤ Instituts et organismes nationaux : BRGM, IGN, ONF ➤ Sociétés : SAFER, VEREMES (développement), RFF ➤ Syndicats Mixtes
Mécanismes de liaison	Adhésion à l’association pour l’accès aux données, participation libre aux groupes de travail
Support technique	IDG AMIGO
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage (Geosource) ➤ Visualisation (viewer AMIGO) ➤ Téléchargement (extracteur AMIGO)
État d’avancement	Mise en production mars 2013
Adresse Internet	http://www.siglr.org
Contact	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Silvan COSTE – animateur@siglr.org ➤ Laurent PIGACHE – laurent.pigache@teledetection.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

SIG Pyrénées – Système d'Information Géographique des Pyrénées

Unité territoriale	Massif des Pyrénées - Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Animer des projets collaboratifs sur les Pyrénées utilisant les TIC ➤ Coordonner des développements logiciels dans des environnements multipartenaires
Objectifs	Créer un observatoire socio-économique des Pyrénées à partir de l'information géographique
Statut juridique	Association loi de 1901 (Assemblée Pyrénéenne d'Economie Montagnarde, APEM)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Budget 2005 : 100 K€ - Budget 2010 : 250 K€ ➤ Projet cofinancé dans le cadre de la Convention Interrégionale de Massif et de l'Union européenne (FEDER, 2007 - 2013) ➤ Autres financements : DATAR et Conseils régionaux
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Projet Pyrénées : 6 ETP ➤ SIG : 1 ETP
Légitimité	Convention Interrégionale de Massif et de l'Union européenne
Année de création	1999
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Membres fondateurs : Chambres de Métiers, Chambres d'Agriculture, Chambres de Commerce et d'Industrie ➤ Partenaires : 170 organismes impliqués, 430 utilisateurs contributeurs
Mécanismes de liaison	Abonnement au SIG Pyrénées
Support technique	Open Source : Mapserver, Geoserver, Postgre / PostGIS, EasySDI, JOOMLA Propriétaire : ArcGIS
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.sig-pyrenees.net
Contact	Colin DURAND – durand@apem.asso.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

SIGERIF – Système d’Information Géographique de l’État en Île-de-France

Unité territoriale	Île-de-France
Missions	Proposer un club d’échange de données géographiques et de collaboration technique entre services de l’État dans le cadre d’une convention
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Echanger des données et des métadonnées ➤ Cataloguer des données ➤ Acquérir des données ➤ Numériser des données ➤ Harmoniser des données
Statut juridique	Aucun statut propre – Le SIGERIF garantit les conditions juridiques des échanges de données
Mécanismes de financement	Chaque service contribue sur ses moyens propres
Ressources humaines	1/10 ^{ème} ETP (ingénieur) - Secrétariat SIGERIF par la DRE
Légitimité	Convention avec échanges réciproques
Année de création	1998 : signature de la convention
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Agriculture : Direction Régionale et Interdépartementale de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt d’Île-de-France (DRIAAF), 4 DDAF ➤ Culture : DRAC, SDAP 78, SDAP 91 ➤ Economie : DR, INSEE ➤ Environnement : DIREN ➤ Equipement : DRE en Île-de-France (DREIF), 8 DDE, Service Navigation de la Seine ➤ Industrie : DRIRE ➤ Santé : DRASS, 8 DDASS
Mécanismes de liaison	Convention signée à la Préfecture de région le 30 juin 1998
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d’avancement	Opérationnel (développement en cours)
Adresse Internet	Site réservé aux adhérents de SIGERIF (consultation du catalogue, téléchargement des fiches de métadonnées en PDF)
Contact	--

Fiche actualisée en 2012 / 2013

SIGLOIRE – Plate-forme régionale d'échange de données entre les services de l'État des Pays de la Loire

Unité territoriale	Pays de la Loire
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développer l'échange de données entre les services de l'État en région ➤ Animer et coordonner des services en relation avec les instances ministérielles (MEDDE/CGDD) et partenariales au niveau national (CNIG, AFIGEO, Géoportail...) et local (GEOPAL, IDG départementales) ➤ Répondre aux exigences d'INSPIRE
Objectifs	<p>Assurer les fonctions d'interopérabilités exigées par INSPIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cataloguer des données ➤ Entreposer et télécharger des données ➤ Proposer une cartographie en ligne ➤ Favoriser les échanges d'expériences et la mutualisation de compétences
Statut juridique	Aucun statut propre
Mécanismes de financement	Budget 2013 : 12 K€ (SGAR)
Ressources humaines	<p>Moyens humains fournis par les services du MEDDE</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 ETP : coordination et administration générale ➤ 7 ETP : animation des services au niveau régional et départemental (soit 85 services adhérents)
Légitimité	Décision par le Préfet de région en Comité de l'Administration Régionale (CAR)
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Juillet 2005 : lancement des études de faisabilité en CAR ➤ Décembre 2006 : décision de lancement du projet en CAR ➤ Octobre 2007 : ouverture officielle de l'IDG
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Services départementaux et régionaux de l'État ➤ Établissements publics ➤ GIP ➤ SDIS
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pilotage : SGAR – Coordination générale : DREAL – 7 Comités : 1 de coordination, 6 techniques (dont 1 régional et 1 par département) – 1 équipe projet ➤ Services de l'État adhérents de droit
Support technique	Open Source : PRODIGE et un automate de mise à jour disponibles sur l'ADULLACT
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage (sous GEOSOURCE) ➤ Cartographie ➤ Visualisation (serveur et client WMS, WFS) ➤ Sauvegarde de contextes (WMC) ➤ Moissonnage de catalogue (CSW2) ➤ Téléchargement (couche vecteur totale ou par extraction sur un territoire, en direct ou en différé)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.sigloire.fr
Contact	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pascal GERAUT – Pascal.Geraut@developpement-durable.gouv.fr – Coordination ➤ Philippe TERME – Philippe.Terme@developpement-durable.gouv.fr – Administration

Fiche actualisée en 2012 / 2013

SIGOGNE – Portail de description de la biodiversité de Franche-Comté

Unité territoriale	Franche-Comté
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en place une plateforme Web de description de la biodiversité et d'accès aux données pour les utilisateurs, selon leur usage ➤ Développer un Websig intégrant des cartes de répartition d'espèces, des listes d'espèces et d'habitats naturels, des synthèses (reporting) des enjeux liés à la biodiversité ➤ Animer un réseau d'acteurs
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre à disposition des données, notamment pour les partenaires institutionnels ➤ Pérenniser, dans le long terme, les données produites ➤ Consolider et rendre pluridisciplinaire la connaissance ➤ Assurer la traçabilité du parcours des données, de la production à sa diffusion ➤ Fournir des informations par des produits et des services adaptés aux usages et aux utilisateurs, pour répondre aux besoins liés aux politiques publiques
Statut juridique	Association loi de 1901
Mécanismes de financement	Pour la période 2012-2014 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe (FEDER) : 100 K€ ➤ Etat - Région (CPER 2007-2013) : 100 K€ DREAL, 100 K€ Région
Ressources humaines	2 ETP
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maîtrise d'ouvrage : Plateau patrimoine naturel de la Maison de l'environnement de Franche-Comté (collectif d'associations régionales) ➤ Comité directeur : maître d'ouvrage, université et financeurs ➤ Comité d'orientation : partenaires ➤ Validation méthodologique : CSRPN, Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel
Année de création	2012
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés : DREAL, DRAAF, DDT ➤ Chambres : Chambre régionale d'agriculture ➤ Collectivités territoriales : départements, communautés d'agglomération, communautés de communes (opératrices et animatrices de sites Natura 2000) ➤ Établissements publics : EPTB ➤ Laboratoires / Centres d'enseignement et de recherche : Université de Franche-Comté (Observatoire des sciences de l'univers, Maison des sciences de l'homme et de l'environnement, UMR CNRS 6249 Chrono-environnement, UMR 6049 CNRS THÉMA) ➤ Entreprises : bureaux d'études ➤ Associations : fédérations des chasseurs, AAPPMA, AAPE, AMRF, AMF ➤ Agences d'urbanisme
Mécanismes de liaison	Charte partenariale
Support technique	Open source : Chinook, GEOSOURCE, Birt
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / Navigation ➤ Co-visualisation ➤ Téléchargement
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.sigogne.org et http://www.sigogne.org/carto/
Contact	Maison de l'environnement de Franche-Comté Franck GROSSIORD - f.grossiord@ppnmeffc.org

Fiche intégrée en mai 2014

SIGRS – Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur

Unité territoriale	Bassin de vie du Rhin Supérieur France-Allemagne-Suisse
Missions	Promouvoir et assurer une vision commune de l'aménagement de l'espace du Rhin Supérieur
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Optimiser les bases de données géographiques transfrontalières existantes et en créer de nouvelles afin de permettre aux membres de la Conférence du Rhin Supérieur de disposer d'un outil de cartographie et d'aménagement, et de mieux intégrer les exigences techniques nouvelles (directive INSPIRE) ➤ Améliorer le positionnement du territoire au niveau européen (partenariats durables avec d'autres zones géographiques transfrontalières : réseau expansif d'acteurs et d'experts européens en géomatique et en cartographie) ➤ Favoriser l'appropriation de l'outil SIGRS par les citoyens du Rhin Supérieur : émergence d'une identité cartographique
Statut juridique	Structure de coopération transfrontalière
Mécanismes de financement	<p>Membres cofinanceurs du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ État français, Région Alsace, Département du Bas-Rhin, Département du-Haut Rhin ➤ Land Rhénanie - Palatinat - Land Bade-Wurtemberg ➤ Canton de Bâle Ville, Canton de Bâle Campagne, République et Canton du Jura ➤ Union européenne : programme INTERREG IVA, jusqu'en juin 2014
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 ingénieur géomaticien, sur trois ans ➤ 1 chargé de mission coordination à 50 %, sur trois ans
Légitimité	Mandat de la Conférence du Rhin Supérieur
Année de création	2004
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Membres cofinanceurs (cf. ci-dessus) ➤ Maître d'œuvre du projet : Département du Haut-Rhin ➤ Membres non cofinanceurs : <ul style="list-style-type: none"> - ADAUHR - ADEUS - Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin - Eurodistrict Trinational de Bâle - Eurodistrict Strasbourg-Ortenau - Eurodistrict Pamina - Regierungspräsidium Freiburg i. Br. - Regierungspräsidium Karlsruhe - Regionalverband Hochrhein-Bodensee - Regionalverband Südlicher Oberrhein Struktur- und Genehmigungsdirektion Süd - Conférence du Rhin Supérieur
Mécanismes de liaison	Convention « [X-BORDER SIGRS] L'information géographique au service d'une RMT innovante et proche des citoyens »
Support technique	Interne et réseau d'experts (français, allemands et suisses)
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage (CIGAL) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://sigrs-gisor.org
Contact	Boris STERN – stern@cg68.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

INFRASTRUCTURES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES DEPARTEMENTALES

BDT du Gers – Banque de données territoriales du Gers

Unité territoriale	Gers
Missions	Cf. Objectifs
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vectoriser le cadastre sur l'ensemble du département ➤ Créer une banque de données territoriales ➤ Mutualiser les moyens des partenaires (données, finances) ➤ Favoriser les collaborations ➤ Accompagner l'usage à destination des territoires
Statut juridique	Aucun statut propre – Porté par le Conseil général
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Financement investissement : ensemble des partenaires, FEDER (5 à 10 %) ➤ Financement fonctionnement : CG
Ressources humaines	0,5 ETP (1 personne du service SIG du CG)
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Délibération du CG en 2001 ➤ Convention départementale
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Avant 2002 : programme TELEPARC (étude préalable) ➤ 28 mars 2003 : convention départementale
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CCI du Gers ➤ Collectivités territoriales (communautés de communes et communes) ➤ Conseil général du Gers ➤ CRPF Midi-Pyrénées ➤ DGI ➤ EDF / GDF ➤ OGE ➤ Préfecture / Services départementaux de l'État ➤ SAFER Gascogne Haut-Languedoc ➤ SDIS du Gers ➤ Société d'Economie Mixte du Gers ➤ Veolia Eau
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Convention cadre entre la DGI et les partenaires départementaux ➤ Conventions individuelles entre chaque partenaire et le CG
Support technique	Pas de plate-forme au sens strict : des outils web de consultation et des développements spécifiques
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Téléchargement (FTP...) ➤ Espaces de travail collaboratif
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.carto32.fr
Contact	Conseil général du Gers – Simon BANCAREL – sig32@cg32.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

CAPnet Deux-Sèvres – Carrefour des acteurs publics des Deux-Sèvres

Unité territoriale	Deux-Sèvres
Missions	Mutualiser et partager l'information géographique, statistique et documentaire
Objectifs	Rassembler progressivement les éléments de la réflexion stratégique sur les grands enjeux du territoire départemental produits par et pour les acteurs publics des Deux-Sèvres
Statut juridique	Aucun statut propre – Hébergé par le Conseil général
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Programme InnovaTIC (FEDER) – au départ ➤ Conseil général
Ressources humaines	1 ETP réparti sur 3 personnes
Légitimité	Un réel partenariat : un comité de pilotage présidé par un élu et qui regroupe l'ensemble des partenaires
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2004 : date de lancement ➤ Fin 2006 : ouverture du site
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil général ➤ Conseil régional ➤ Acteurs publics et parapublics du département : services de l'État, chambres consulaires et toutes les collectivités territoriales
Mécanismes de liaison	Conventions uniques
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.capnet79.fr
Contact	Pascale BOUET – p.bouet@cg79.fr Brice HUGAULT – brice.hugault@cg79.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

CDIG du Var – Comité Départemental de l'Information Géographique du Var

Unité territoriale	Var
Missions	Développer et organiser la production et le partage de l'information géographique dans le Var
Objectifs	<p>Dans la sphère publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Constituer un réseau technique SIG dans le Var (annuaire et rencontres) ➤ Sensibiliser les élus et les impliquer vers une politique géomatique départementale ➤ Coordonner, mutualiser entre acteurs publics, harmoniser, partager, mettre en synergie... ➤ Structurer des circuits d'information en matière de connaissance des territoires dans les champs de l'action publique ➤ Assurer la coordination avec le niveau régional <p>Dans la sphère économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Contribuer au développement du marché des services marchands et non marchands exploitant l'information géographique
Statut juridique	--
Mécanismes de financement	Pas de moyens propres
Ressources humaines	<p>2,75 ETP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 ETP réparti CG / Préfecture (secrétariat permanent) ➤ 0,75 ETP de la cellule géomatique de l'Association des Maires du Var ➤ 1 ETP du CRIGE-PACA
Légitimité	Arrêté du 4 mars 2002
Année de création	2005
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Préfecture du Var ➤ Conseil général ➤ Association des Maires du Var ➤ EPCI ➤ OGE ➤ Syndicats ayant la compétence IG
Mécanismes de liaison	--
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://cdig83.crige-paca.org
Contact	Jean-Pierre SEVAL – jseval@cg83.fr

Fiche actualisée en 2010

GeoArdèche

Unité territoriale	Ardèche
Missions	Le Département a décidé de mettre en place une plate-forme SIG départementale pour permettre l'accès et l'usage de données numériques avec une dimension spatiale à la sphère publique ardéchoise
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Offrir un géoportail ardéchois ➤ Développer les usages de l'information géographique en s'appuyant sur une mutualisation des acquisitions, des ressources, des compétences sur un référentiel commun ; tout en respectant la directive INSPIRE
Statut juridique	Entité sans statut propre (pilotage par le Conseil général de l'Ardèche ; mise en œuvre technique et animation par le Syndicat des inforoutes de l'Ardèche)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe (FEDER) : pas de financement ➤ État – Région (CPER) : pas de financement ➤ Conseil général : financement des études et acquisitions
Ressources humaines	1,5 ETP
Légitimité	La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Conseil général de l'Ardèche et par un COPIL.
Année de création	Septembre 2013
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ SDIS ➤ Communautés de communes, communes ➤ Pays, Syndicat mixte du Schéma de cohérence territoriale (SCOT) ➤ Conseil régional de Rhône-Alpes ➤ PNR des Monts d'Ardèche ➤ ...
Mécanismes de liaison	Convention, charte
Support technique	Solution Business Geografic Aigle IDS
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	En cours de mise en œuvre (installation réalisée)
Adresse Internet	http://www.geoardeche.fr
Contact	Bertrand COCHARD – bcochard@ardeche.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

GéoJura – SIG partagé des collectivités du Jura

Unité territoriale	Jura
Missions	<p>Mettre en œuvre un SIG départemental à destination des collectivités, et des acteurs publics, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Accéder aux services mutualisés SIG du Syndicat Intercommunal d'Electricité et d'Équipement Collectif du Jura (SIDEDEC) sur leur territoire ➤ Bénéficier d'une application SIG pour consulter le cadastre, le RGE®, les données thématiques (PLU, réseaux électriques, etc.) et métiers (réseaux eau, cimetière, etc.) ➤ Harmoniser la production de données géographiques ➤ Consolider ce type d'information à tous les niveaux territoriaux pour accompagner des politiques publiques dans le domaine de l'aménagement du territoire jurassien
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Constituer une ressource cartographique documentaire départementale ➤ Achever la numérisation vectorielle de tous les cadastres jurassiens (fait) et leur assemblage intercommunal (en cours) ➤ Accompagner les collectivités dans la production numérique de données localisées liées à leurs métiers sur leur territoire ➤ Constituer un outil performant et valorisant de communication entre les collectivités membres et le grand public ➤ Mutualiser une organisation technique et financière qui soit pérenne et continuellement optimisée (économie importante d'argent public)
Statut juridique	Syndicat mixte ouvert – SIDEDEC
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État (FNADT) : 200 K€ / Europe (FEDER) : 200 K€ / CG : 300 K€ / France Telecom : 5 K€ ➤ SIDEDEC
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 3 ETP (SIDEDEC) : 1 chef de projet et 2 techniciens ➤ Marché à bons de commande avec plusieurs fournisseurs
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Besoin de nombreuses collectivités en moyens de cartographie numérique ➤ Peu de collectivités du Jura équipées d'outils de traitement d'IG ➤ Complexité et coûts élevés des projets SIG pour des petites collectivités rurales ➤ Le syndicat assure l'informatisation des communes depuis 1987
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Oct. 2006 : approbation du programme et des objectifs du projet ➤ Décembre 2007 : démarrage SIG départemental (V1) ➤ Avril 2008 : démarrage du portail (www.geojura.fr) ➤ 2013 : renouvellement du marché SIG
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Services de l'État : en particulier DGFIP et DDT ➤ Institutions départementales : CG39, SDIS, ERDF, INAO, etc.
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Délibération pour adhésions aux services informatiques mutualisés du SIDEDEC ➤ Groupes de travail par thématique métier (éclairage public, cimetière, voirie, etc.) ➤ Conventions d'échanges de données avec l'ensemble des producteurs locaux d'IG
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Intr@Geo (GFI) pour l'Intranet et l'Extranet ➤ Web Geo Service Portal pour le grand public (recette en cours) ➤ Solution de catalogage (choix en cours)
Géoservices disponibles	En cours de définition
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	www.geojura.fr
Contact	infosig@sidec-jura.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GéoLoiret – Système d'information géographique du Loiret

Unité territoriale	Loiret
Missions	Diffuser une multitude de données socio-géo-économiques concernant la totalité du territoire départemental
Objectifs	(Objectif du site www.geoloiret.com) Donner la faculté de réaliser des cartes sommaires ou de consulter des cartes ou documents préétablis : <ul style="list-style-type: none"> ➤ aux utilisateurs des services départementaux, non administrateurs métiers, dans le cadre d'un système Intranet existant ➤ au grand public, dans le cadre du système Internet du Conseil général ➤ aux partenaires dans le cadre de la diffusion du cadastre numérique dématérialisé
Statut juridique	Aucun statut propre pour la mise en œuvre de la plate-forme technique
Mécanismes de financement	Département du Loiret (financement intégral de la plate-forme technique)
Ressources humaines	1,5 ETP Administration du site : agents du service SIG du Département du Loiret (Unité SIGLO)
Légitimité	Soutien des élus locaux à la diffusion de données sur le territoire départemental
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Avril 2000 : décision de l'Assemblée de lancer un nouveau projet informatique intitulé « Système d'Information Géographique » comportant deux volets : <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place d'un SIG en mode client-serveur - la mutualisation de l'information géographique ➤ 7 décembre 2004 : ouverture du site GéoLoiret ➤ 2013 : refonte du portail et de la plate-forme en cours ; opérationnelle en fin d'année
Partenaires	Des partenariats ont été établis sur certains contenus : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cadastre : services de l'État, chambres consulaires, communes, EPCI, gestionnaires de réseaux, association de professionnels... ➤ Parcs d'activités : CCI ➤ Pédologie : Chambre d'Agriculture ➤ Statistique : INSEE ➤ Education : Inspection académique...
Mécanismes de liaison	Convention de partenariat
Support technique	Plate-forme propriétaire Arc IMS / ArcGis server (en cours)
Géoservices disponibles	Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	www.geoloiret.com
Contact	Jérôme BARET – jerome.baret@loiret.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

GéoManche – Système d'information géographique de la Manche

Unité territoriale	Manche
Missions	Construire une IDG départementale tournée vers les territoires pour développer les échanges entre acteurs locaux et l'offre de services
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Disposer d'une banque de données du territoire départemental pour en améliorer la connaissance ➤ Mutualiser les coûts de collecte de l'IG du Département ➤ Assurer la cohérence et l'homogénéité des données pour en faciliter l'exploitation et les échanges ➤ Rendre accessible l'IG aux acteurs publics, promouvoir des réseaux d'interactions ➤ Exploiter et diffuser de l'information valorisée ➤ Offrir des services géolocalisés aux citoyens manchois ➤ Répondre à la directive européenne INSPIRE qui impose aux collectivités de renseigner et de rendre accessibles leurs bases de données géographiques numériques
Statut juridique	--
Mécanismes de financement	--
Ressources humaines	--
Légitimité	Initiative du Conseil général et du Syndicat Mixte Manche Numérique
Année de création	Reporté en 2013
Partenaires	--
Mécanismes de liaison	--
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d'avancement	A l'étude
Adresse Internet	--
Contact	--

Fiche actualisée en 2012 / 2013 (ex-SIG 50 2.0)

GéoPlateforme 17 – Plate-forme d'échange de données géographiques du Syndicat Informatique de Charente-Maritime

Unité territoriale	Charente-Maritime
Missions	Depuis 2010, l'ensemble du département est équipé en outils géomatiques. Les sites fédérateurs présents dans chacun des 9 Pays veillent à la diffusion des données dans toutes les communes et intercommunalités ; leurs partenaires complètent avec leurs données métiers. La Géoplateforme17 est un dispositif global à la fois technique et organisationnel afin d'assurer les échanges de données de manière sécurisée entre les acteurs publics et de coordonner les pratiques et les méthodes entre experts et géomaticiens.
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Garantir un niveau de services adapté sur les échanges de données et favoriser l'interopérabilité entre les collectivités (recommandations, formations...) ➤ Garantir l'échangeabilité et l'exploitation des données en fonction des différents usages en animant un réseau d'acteurs experts sur des problématiques variées (urbanisme, réseau, littoral)
Statut juridique	Syndicat mixte qui n'a pas de but lucratif
Mécanismes de financement	Subventions et adhésion des membres
Ressources humaines	6 ETP : Pôle SIG
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Création d'une gouvernance partagée avec son Comité Décisionnel SIG de Charente-Maritime par délibération du Conseil général de juin 2011. Présidé par le CG, il est composé des partenaires du CG engagés dans le déploiement de SIG. Sa mission est d'assurer la coordination des actions SIG dans le département. ➤ Création d'un Comité Technique, en charge de mettre en œuvre la politique SIG décidée par le Comité Décisionnel. Ce comité est présidé par le Syndicat Informatique.
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2002 : réflexions sur une Géoplateforme 17 ➤ 2006 - 2007 : étude de faisabilité ➤ 2009 - 2010 : financement et mise en œuvre de la Géoplateforme17 - V1 ➤ 2013 : mise en œuvre de la Géoplateforme17 - V2
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil général ➤ Collectivités territoriales ➤ Partenaires des collectivités : État, gestionnaires de réseau...
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Documents cadres du Comité Décisionnel et du Comité technique ➤ Conditions Générales d'Utilisations et Conditions Particulières (échanges de données) ➤ A venir : convention de cofinancement pour définir la mise en œuvre des adhésions
Support technique	➤ Plate-forme Alkanet / Géosource / OGR-GDAL / FME / PostgreSQL / PostGIS
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation : à venir dans la V2 ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) : à venir dans la V2 ➤ Téléchargement ➤ Module « observatoires » : catalogue, visualisation, navigation, téléchargement, dépôt, flux TJS, contrôle qualité
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.geoplateforme17.fr http://www.si17.fr
Contact	Aurélie GOACOLO-ORCEL

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Géoportail93

SIG départemental de la Seine-Saint-Denis

Unité territoriale	Seine-Saint-Denis
Missions	Mutualiser et partager l'information géographique en Seine-Saint-Denis
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Vectoriser le plan cadastral sur l'ensemble du département ➤ Réaliser une cartographie du bruit ➤ Réaliser une thermographie du territoire ➤ Créer une infrastructure de données géographiques ➤ Mutualiser les moyens (données cadastrales) ➤ Favoriser les collaborations ➤ Accompagner l'usage à destination des organismes publics ou privés
Statut juridique	Aucun statut propre (portage par le Conseil général)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil général : financement de fonctionnement ➤ Partenaires : financement d'investissement
Ressources humaines	3 ETP (mise à disposition d'agents du bureau du SIG et de la cartographie du Conseil général)
Légitimité	Délibérations du Conseil général pour la signature des conventions de partenariat SIG
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1993 : date de lancement de la vectorisation du plan cadastral ➤ 2012 : ouverture au grand public du site Géoportail93
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collectivités territoriales : communautés d'agglomération et communes ➤ DGFIP ➤ APUR ➤ IAU IDF ➤ Préfecture / Services départementaux de l'État
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Convention cadre entre la DGFIP et les partenaires départementaux (cadastre) ➤ Conventions individuelles entre chaque partenaire et le Conseil général (thermographie, fichiers fonciers)
Support technique	Mapserver, PostgreSQL / PostGIS
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation / export d'images ➤ Webservices
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://geoportail93.fr
Contact	Conseil général de la Seine-Saint-Denis – Pierre LOMBARD – plombard@cg93.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

Géoservices du Calvados

Unité territoriale	Calvados
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Constituer un référentiel géographique cohérent et unique à l'échelle du département ➤ Mettre en valeur les actions menées par les collectivités territoriales ou les services de l'État dans leur politique d'aménagement
Objectifs	Constituer une base de données géographiques répondant aux besoins d'information et d'aménagement des collectivités territoriales, qu'elles soient rurales ou urbaines, et de leurs partenaires
Statut juridique	Aucun statut propre – Maîtrise d'ouvrage assurée par le Conseil général
Mécanismes de financement	Conseil général du Calvados et ses partenaires selon les projets : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Financement FEDER ➤ Financement propres Conseil général du Calvados ➤ Groupements de commandes orthophotoplan mutualisés
Ressources humaines	2 ETP
Légitimité	Cadre légal du Conseil général
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2002 : ouverture des Géoservices (V1) avec mise en ligne de l'orthophotoplan et du cadastre ➤ 2008 : lancement des nouveaux Géoservices (V2) ➤ 2013 : modernisation des Géoservices
Partenaires	CG 14 et selon les projets : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Numérisation du cadastre : 19 partenaires autour du projet ➤ DIREN, DREAL, DDTM, Syndicats d'Eau, CDT, Calvados Stratégie, CAUE 14, agence de l'eau, université ➤ Communes et intercommunalités
Mécanismes de liaison	Conventions d'utilisation et d'échanges de données
Support technique	--
Géoservices disponibles	--
État d'avancement	Opérationnel (nouvelle version en développement)
Adresse Internet	http://www.cg14.fr/geoservices
Contact	--

Fiche actualisée en 2012 / 2013

Géo.valdemarne

Plate-forme de mutualisation de l'information géographique du Val-de-Marne

Unité territoriale	Val-de-Marne
Missions	Mettre en place un IDG départementale pour mutualiser et partager l'information géographique et ses usages pour les acteurs du territoire
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Constituer l'infrastructure fédérative des experts en géomatique du département, favoriser les collaborations et les partages autour des bonnes pratiques en information géographique ➤ Diffuser des données et des géoservices auprès des acteurs publics ➤ Rediffuser ou co-visualiser des données de référence : cadastre (DGFIP), RGE© (IGN), référentiels ➤ Etablir un lieu d'échange et de ressources pour les géomaticiens
Statut juridique	Aucun statut propre (pilotage par le Conseil général du Val-de-Marne)
Mécanismes de financement	Financement intégral par le Département du Val-de-Marne
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 0,5 ETP ➤ Participation des partenaires
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réponse à la directive européenne INSPIRE ➤ Attente des collectivités pour un rôle fédérateur du département sur les actions en matière de géomatique
Année de création	2014 (mai)
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil général du Val-de-Marne ➤ Acteurs publics et parapublics du département ➤ DGFIP
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Charte partenariale ➤ Newsletter, flux RSS ➤ Groupes de travail par thématique métier (adresse...).
Support technique	Technologies Open Source, développées par la société Mémoris : Drupal (CMS), GéoSource, Chinook (Map Server), PostGIS
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage, métadonnées ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-Visualisation (WMS, WFS) ➤ Téléchargement et extraction de données, reprojection ➤ Cartothèque ➤ Ressources géomatiques, Newsletter, annuaire
État d'avancement	Opérationnel (depuis mai 2014)
Adresse Internet	geo.valdemarne.fr
Contact	SIGEC – geovaldemarne@valdemarne.fr

Fiche intégrée en mai 2014

GéoVendée – Infrastructure de données géographiques de Vendée

Unité territoriale	Vendée
Missions	Mission initiale : mieux gérer les territoires communaux à travers l'assistance auprès des collectivités du département pour la mise en place de SIG Missions actuelles : promouvoir l'usage des SIG, mutualiser les données et les compétences
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Constituer une banque de données géographiques et produire des données géographiques ➤ Diffuser des données et assurer le « porter à connaissance » (catalogage) ➤ Former et informer les acteurs du domaine
Statut juridique	Association loi de 1901
Mécanismes de financement	Convention et partenariat
Ressources humaines	3,3 ETP recrutés par GéoVendée : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 responsable animation à temps plein ➤ 2 techniciens supérieurs à temps plein ➤ 1 secrétaire /comptable à 1/3 temps
Légitimité	Impulsion du Président de l'Association des Maires de Vendée
Année de création	2006
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Membres fondateurs : Vendée-Eau, SyDEV et Association des Maires de Vendée ➤ 100 % des communes et communauté de communes du département ➤ Autres partenaires publics sous convention : Conseil général de la Vendée, SDIS de la Vendée, EPF de la Vendée, Chambre d'Agriculture de la Vendée ➤ Autres partenaires hors convention : GEOPAL, IGN, DDFIP, DDTM, ERDF, GRDF, La Poste, SAUR, VEOLIA, Nantaise des Eaux, Lyonnaise des Eaux, SOREGIES, structures porteuses de SAGES...
Mécanismes de liaison	Convention SIG
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Technologie Open Source (RESPIRE) pour la plate-forme « geovendee.fr » : catalogage, visualisation, téléchargement... ➤ Technologie propriétaire (générateur AIGLE) pour les applications métiers
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-Visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement et d'extraction de données ➤ Administration de données et métadonnées
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.geovendee.fr
Contact	Vincent DESHOUX – geovendee@cdg85.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

IGECOM 40 – Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales des Landes

Unité territoriale	Landes
Missions	Collecte, échange et mise à jour d'informations géographiques relatives à l'aménagement, émanant de l'ensemble des acteurs du département (collectivités – État – autres organismes publics)
Objectifs	Constitution : <ul style="list-style-type: none"> ➤ d'un référentiel cartographique départemental basé sur le cadastre ➤ d'un pôle ressource, mutualisé au niveau départemental, de données géographiques
Statut juridique	Entité sans statut propre – IGECOM 40 est un service de l'Agence Départementale d'Aide aux Collectivités Locales des Landes (ADACL)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe (FEDER) : 500 K€ ➤ Conseil régional : 100 K€ ➤ Conseil général : 60 K€ ➤ Autres (CCOM, CA et communes) : 1 340 K€
Ressources humaines	3 ETP
Légitimité	L'ADACL est un établissement public administratif créé en 1983, dans le cadre de l'article 32 de la loi 82-213 du 2 mars 1982, pour apporter une assistance juridique, financière et technique aux collectivités territoriales du département.
Année de création	2005 : date de lancement officiel de la plate-forme
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État et services déconcentrés du département des Landes ➤ 20 CCOM et CA (sur 25), 290 communes (sur 331) ➤ Conseil général ➤ SYDEC ➤ ERDF ➤ Syndicats d'eau
Mécanismes de liaison	Contacts réguliers en collectivités, groupes de travail, assistance
Support technique	Propriétaire (ESRI/Oracle) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 2 serveurs spatiaux basés sur ArcGIS Server 9.3.1, Oracle 11g et MS IIS (Web) ➤ 3 stations graphiques avec ArcEditor 9.3.1
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage ➤ Visualisation / navigation ➤ Co-Visualisation (WMS, WFS...) ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.adacl40.fr
Contact	ADACL / Maison des Communes – Marie-Hélène LALANDE – sig@adacl40.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

InfoGéo 47 – Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne

Unité territoriale	Lot-et-Garonne
Missions	Constituer, suivre et mettre à jour un SIG départemental mutualisé
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faire de l'information géographique un véritable outil d'aide à la décision pour les élus lot-et-garonnais ➤ Collecter, échanger et mettre à jour les données disponibles sur le territoire ➤ Partager les expériences et les bonnes pratiques en matière d'information géographique
Statut juridique	Etablissement public administratif
Mécanismes de financement	<p>InfoGéo47 a été lancé dans le cadre du déploiement du projet « Elu rural numérique » dont le budget sur 3 ans (2010-2013) est de 913 K€. Il est cofinancé à hauteur de 70 % :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Europe (FEDER) : 40 % ➤ Conseil régional d'Aquitaine : 18 % ➤ Conseil général de Lot-et-Garonne : 12 %
Ressources humaines	<p>1,4 ETP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 géomaticien à temps plein ➤ 1 chargée de mission TIC à temps partiel
Légitimité	Le CDG 47 développe, au service de ses collectivités territoriales partenaires, des prestations facultatives. Il accompagne ainsi les collectivités du département dans leur appropriation des usages numériques.
Année de création	20 avril 2012
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ PIGMA ➤ Conseil régional, Conseil général, communautés d'agglomération et de communes ➤ DDFIP, DDT du Lot-et-Garonne ➤ Chambre d'Agriculture, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Lot-et-Garonne ➤ Fédération de Pêche et Fédération de Chasse de Lot-et-Garonne ➤ Syndicat Départemental d'Électrification et d'Énergie de Lot-et-Garonne, Syndicat Départemental EAU47, Syndicat Départemental des Collectivités Irrigantes de Lot-et-Garonne, Comité Départemental du Tourisme ➤ Ordre des Géomètres-Experts ➤ VEOLIA, SAUR... ➤ ...
Mécanismes de liaison	Conventions de partenariats techniques, groupes de travail
Support technique	Développements effectués par la société Geosigweb (31) autour d'un SGBD Open Source PostgreSQL / PostGIS
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage (PIGMA) ➤ Visualisation / navigation ➤ Téléchargement (FTP...)
État d'avancement	Opérationnel (150 adhérents)
Adresse Internet	http://www.infogeo47.fr
Contact	Julien FAURE – julien.faure@cdg47.fr

Fiche intégrée en septembre 2013

PILOTE41 – Plate-forme départementale dédiée à l'information territoriale du Loir-et-Cher

Unité territoriale	Loir-et-Cher
Missions	Capitaliser, mutualiser et échanger des informations et des expériences sur l'ensemble des territoires du Loir-et-Cher
Objectifs	Permettre aux différents acteurs de l'aménagement du territoire et du développement économique et social du Loir-et-Cher d'accéder à un ensemble de banques de données et d'outils d'aide à la décision, reposant pour une large part sur les outils SIG
Statut juridique	Aucun statut propre – Entité de l'Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher (association loi de 1901)
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fonds du programme européen Leader Plus (phase de conception de l'outil) ➤ Subventions de fonctionnement et/ou d'investissement : Conseil général de Loir-et-Cher, EPCI, etc. ➤ Adhésions des membres
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2 ETP de l'Observatoire ➤ Mutualisation de moyens avec les autres partenaires
Légitimité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposition du Président du Conseil général ➤ Décision du Conseil d'Administration de l'Observatoire ➤ Nature même de l'association qui réunit près de 70 membres, tous parties prenantes du développement et de l'aménagement du territoire départemental
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Avril 2005 – Fin 2006 : conception et maquettage de la plate-forme ➤ Début 2007 : mise en œuvre opérationnelle et animation de la plate-forme
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ État ➤ Conseil général ➤ Association des Maires de Loir-et-Cher ➤ Chambre d'Agriculture ➤ Chambre de Commerce et d'Industrie ➤ Chambre des Métiers et de l'Artisanat ➤ Comité Départemental de Protection de la Nature et de l'Environnement ➤ Comité Départemental du Tourisme ➤ Communautés de communes ➤ Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement ➤ Organismes œuvrant en faveur du développement économique ou social du 41 ➤ Syndicats Mixtes de Pays
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conventions bilatérales d'échange de données entre chaque partenaire et la plate-forme ➤ Conventions spécifiques de mise à disposition de données Open Data
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Site en PHP / MySQL (moteur Joomla) ➤ Partie IDG sous PRODIGE 3.2 ➤ Cartographies dynamiques via l'API Géoportail et via ArcGIS Server / Arcopole
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tous les géoservices de PRODIGE (géocatalogue, téléchargement, co-visualisation...) ➤ Applications métiers Extranet et Internet créées dans Arcopole
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	http://www.pilote41.fr
Contact	c.lefert@observatoire41.com

Fiche actualisée en 2012 / 2013

RIS 73-74 – Réseau d'Information et de Services de la Régie de Gestion des Données des Pays de Savoie

Unité territoriale	Savoie et Haute-Savoie
Missions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer l'organisation, l'étude, la conception, le développement informatique, la mise en place et l'exploitation du système informatisé de la banque de données technique et spatiale des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie ➤ Diffuser des données et des géoservices auprès des collectivités locales, des administrations, des organismes publics et parapublics de la Savoie et de la Haute-Savoie ➤ Mutualiser toute prestation concernant l'informatique ou les systèmes d'information des collectivités territoriales et des services publics des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie
Objectifs	<p>Créer des géoservices efficaces, proposés à des prix modérés, adaptés à chaque type de collectivités et de services publics, en s'appuyant sur une architecture technique unifiée et en mutualisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les coûts de constitution et d'entretien des données ➤ les droits d'utilisation liés à certaines données ➤ les prix des licences logicielles
Statut juridique	Régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dotée de l'autonomie budgétaire et de la personnalité morale (Régie de Gestion des Données des Pays de Savoie, RGD 73-74)
Mécanismes de financement	Autofinancement à l'exception de subventions d'investissements versées par l'Assemblée des Pays de Savoie à titre exceptionnel
Ressources humaines	12 agents, principalement spécialisés en bases de données, ingénierie des données, systèmes d'information géographique... en géomatique
Légitimité	Créé par l'Assemblée des Pays de Savoie qui regroupe les Conseils généraux de Savoie et Haute-Savoie
Année de création	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1996 : création de la Régie de Gestion des Données de Haute-Savoie ➤ 2004 : extension de la Régie de Gestion des Données de Haute-Savoie à la Savoie par décision de l'Assemblée des Pays de Savoie
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conseil d'Administration : la RGD 73-74 est un service public bi-départemental, administré par un Conseil d'Administration composé majoritairement d'élus de l'Assemblée des Pays de Savoie (regroupement des Conseils généraux 73 et 74) ➤ Adhérents : tous les partenaires publics des deux départements
Mécanismes de liaison	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Abonnement ➤ Convention de partenariat
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Divers solutions techniques interfacées avec le SGBD Oracle Spatial ➤ Technologies propriétaires (Autodesk, ESRI, Safe...) et Open Source (MAPSERVER, OGR-GDAL, PostGIS...)
Géoservices disponibles	Plusieurs géoservices de consultation / d'extraction - 2D / 3D – accessibles aux collectivités et services publics des deux départements
État d'avancement	Opérationnel (depuis 2000 pour la Haute Savoie et 2005 pour la Savoie)
Adresse Internet	http://www.rgd73-74.fr http://www.geoportail-des-savoie.org
Contact	Jacques COSSALTER - jcossalter@rgd73-74.fr

Fiche actualisée en 2012 / 2013

SIG e-Aveyron

Système d'Information Géographique aveyronnais

Unité territoriale	Aveyron
Missions	<p>Mettre en œuvre un SIG départemental, à destination principalement des collectivités et des établissements publics adhérents ou associés par convention d'objectifs au Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités Aveyronnaises (S.M.I.C.A.), pour permettre à ces derniers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ de consulter le cadastre vectorisé, le RGE©, et l'ensemble des données produites par les adhérents et les partenaires (réseaux secs, réseaux humides, zonages, voirie...) ➤ de produire des données géographiques de façon structurée ➤ de gérer des données métiers (cimetières, SPANC, dossiers d'urbanisme, taxes...)
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Constituer une banque de données géographique départementale ➤ Mutualiser l'achat et/ou la production de données avec un esprit de solidarité ➤ Accompagner les collectivités dans l'utilisation de l'outil SIG ➤ Développer les services autour du SIG à destination des collectivités, mais également pour le grand public (accès au cadastre limité, PLU, sentiers de randonnées...)
Statut juridique	Syndicat mixte
Mécanismes de financement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cotisation des adhérents propre au pôle SIG ➤ Financements ponctuels pour l'opération de numérisation du cadastre pour les 59 dernières communes aveyronnaises non encore vectorisées : FEDER : 20 k€, SIEDA : 3 k€, OGE : 2,5 k€, SIAEPs : 1,5 k€, PNR Grands Causses : 1 k€
Ressources humaines	<p>3,5 ETP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 Ingénieur (responsable du pôle) ➤ 2,5 Techniciens
Légitimité	Le Syndicat assure l'informatisation des collectivités aveyronnaises depuis 1987
Année de création	2010
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Services de l'État et en particulier : DDFiP, DDT, services des Domaines ➤ Collectivités territoriales adhérentes et notamment : le Conseil général de l'Aveyron et le Syndicat Intercommunal d'Energies de l'Aveyron (SIEDA) ➤ Institutions départementales : SDIS, Chambre d'Agriculture
Mécanismes de liaison	Délibérations d'adhésion et conventions (partenariats, échange de données...)
Support technique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logiciel SIG : SIMAP (SIRAP). Logiciels « métier » associés : R'ADS, R'SPANC, R'CIM... ➤ IDS : étude en cours pour utiliser de façon autonome la solution CRIGEOS / Géoplateforme17
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Visualisation / navigation ➤ Requêtes ➤ Téléchargement ➤ Catalogage (à venir)
État d'avancement	Opérationnel
Adresse Internet	www.e-aveyron.fr
Contact	Didier MICHONSKA – d.michonska@smica.fr

Fiche intégrée en mai 2014

TIGEO² – Tarn Information Géographique

Unité territoriale	Tarn
Missions	Promouvoir l'information géographique et accompagner les structures tarnaises à son utilisation
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Accompagnement des structures tarnaises par l'organisation de réunions de formation et d'information, la représentation de ses adhérents auprès des structures régionales et nationales et la mise en place d'un portail géomatique ➤ Harmonisation des démarches départementales par la création de groupes de travail thématiques axés sur l'amélioration de la précision des données, l'harmonisation des référentiels cartographiques, des bases de données et des indicateurs de suivi ➤ Facilitation des échanges de données par la mise en place d'une IDS, la rédaction de modèles pour la structuration de données et la rédaction de protocoles d'échanges ➤ Mutualisation des moyens pour l'acquisition ou la production de données, de matériel ou de logiciels, la mise en place d'outils métiers, et une veille juridique
Statut juridique	Association loi de 1901
Mécanismes de financement	Cotisation des membres adhérents (TIGEO ² compte 21 adhérents en 2013)
Ressources humaines	1 ETP – Coordinateur
Légitimité	<p>TIGEO² est une association départementale organisée autour d'un conseil d'administration auquel siègent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le Conseil Général du Tarn (vice-présidence de TIGEO²) ➤ la Communauté de Communes Tarn et Dadou (Présidence de TIGEO²) ➤ la Communauté de Communes du Cordais et du Causse ➤ la Communauté de Communes des Monts d'Alban et du Villefranchois ➤ le Syndicat Départemental des Énergies du Tarn ➤ l'Association des Maires du Tarn ➤ l'Ordre des Géomètres Experts ➤ le SDIS du Tarn ➤ la CCI du Tarn ➤ La Poste ➤ la DDT du Tarn (à titre consultatif)
Année de création	L'association est en fonctionnement depuis le 1 ^{er} février 2013
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collectivités territoriales ➤ Autres EPCI ➤ Chambres consulaires ➤ Syndicats professionnels et syndicats mixtes ➤ Entreprises ➤ Associations
Mécanismes de liaison	Adhésion à l'association
Support technique	En cours
Géoservices disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Catalogage : en cours ➤ Visualisation / navigation : en cours ➤ Co-visualisation (WMS, WFS...) : en cours ➤ Téléchargement (FTP...) : en cours
État d'avancement	En développement
Adresse Internet	Site en développement
Contact	Lionel VIGUIER – association@tigeo.fr

Fiche intégrée en mai 2014

SIGLES ET ACRONYMES

AAMP	AGENCE DES AIRES MARINES PROTEGEES
AAPE	ASSOCIATION AUTONOME DES PARENTS D'ELEVES
AAPPMA	ASSOCIATION AGREEE POUR LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE
ADEME	AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
ADULLACT	ASSOCIATION DES DEVELOPPEURS ET DES UTILISATEURS DE LOGICIELS LIBRES POUR L'ADMINISTRATION ET LES COLLECTIVITES
AFIGEO	ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
AMF	ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE
AMRF	ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE FRANCE
ANFR	AGENCE NATIONALE DES FREQUENCES
ANR	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE
ANT	AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE
API	APPLICATION PROGRAMMING INTERFACE
APUR	ATELIER PARISIEN D'URBANISME
ARF	ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE
ARS	AGENCE(S) REGIONALE(S) DE SANTE
ASP	AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
ATEN	ATELIER TECHNIQUE DES ESPACES NATURELS
BD	BASE DE DONNEES
BRGM	BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES
CA	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
CAF	CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
CAPAM	CHAMBRE D'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE DE MAYOTTE
CAR	COMITE DE L'ADMINISTRATION REGIONALE
CAUE	CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT
CCI	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
CCOM	COMMUNAUTE DE COMMUNES
CDT	COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME
CECILL	CEA CNRS INRIA LOGICIEL LIBRE
CEDRE	CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'EXPERIMENTATIONS SUR LES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX
CEN	CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS
CETE	CENTRE D'ÉTUDES TECHNIQUES DE L'ÉQUIPEMENT
CETMEF	CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES MARITIMES ET FLUVIALES
CG	CONSEIL GENERAL
CGDD	COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE
CIRAD	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT
CMS	CONTENT MANAGEMENT SYSTEM
CNES	CENTRE NATIONAL D'ETUDE SPATIALE
CNIG	CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
CNRS	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
COFIL	COMITE DE PILOTAGE
COVADIS	COMMISSION DE VALIDATION DES DONNEES POUR L'INFORMATION SPATIALISEE
CPER	CONTRAT DE PROJETS ÉTAT-REGION
CR	CONSEIL REGIONAL
CRIGE	CENTRE REGIONAL D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
CRPF	CENTRE REGIONAL DE LA PROPRIETE FONCIERE
CRPMEF	COMITE REGIONAL DES PECHEES MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS
CSW	CATALOG SERVICE FOR THE WEB

CU	COMMUNAUTE URBAINE
DAAF	DIRECTION DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DAC	DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES
DAF	DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DATAR	DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ATTRACTIVITE REGIONALE
DDAF	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DDASS	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
DDE	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
DDFIP	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DDT	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
DDTM	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
DEAL	DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DEB	DIRECTION DE L'EAU ET DE LA BIODIVERSITE
DFCI	DEFENSE DES FORETS CONTRE L'INCENDIE
DGFIP	DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DGI	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS
DGITM	DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER
DGME	DIRECTION GENERALE DE LA MODERNISATION DE L'ÉTAT
DGOS	DIRECTION GENERALE DE L'OFFRE DE SOINS (MINISTERE DE LA SANTE)
DGPR	DIRECTION GENERALE DE LA PREVENTION DES RISQUES
DGS	DIRECTION GENERALE DE LA SANTE (MINISTERE DE LA SANTE)
DILA	DIRECTION DE L'INFORMATION LEGALE ET ADMINISTRATIVE
DIPJ	DIRECTION INTERREGIONALE DE LA POLICE JUDICIAIRE
DIRECCTE	DIRECTION DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
DIREN	DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DIRM	DIRECTION INTERREGIONALE DE LA MER
DPMA	DIRECTION DES PECHEES MARITIMES ET DE L'AQUACULTURE
DRAC	DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
DRAF	DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DRASS	DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALE
DRE	DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT
DREAL	DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DRESS	DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DES STATISTIQUES (MINISTERE DE LA SANTE)
DRFIP	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DRI	DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
DRIAAF	DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
DRIEE	DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ENERGIE
DRIRE	DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DSDS	DIRECTION DE LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
DSISS	DELEGATION A LA STRATEGIE DES SYSTEMES D'INFORMATION DE SANTE (MINISTERE DE LA SANTE)
DSS	DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE (MINISTERE DE LA SANTE)
EDF	ELECTRICITE DE FRANCE
EHES	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
EPA ORSA	ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT ORLY RUNGIS - SEINE AMONT
EPCI	ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE
EPELFI	ETABLISSEMENT PUBLIC D'EXPLOITATION DU LIVRE FONCIER INFORMATISE
EPF	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER
EPIC	ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
EPTB	ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN
ERDF	ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION FRANCE

ESGT	ECOLE SUPERIEURE DES GEOMETRES ET TOPOGRAPHES
ETL	EXTRACT, TRANSFORM AND LOAD
ETP	EQUIVALENT TEMPS PLEIN
EUROGI	EUROPEAN UMBRELLA ORGANIZATION FOR GEOGRAPHIC INFORMATION
FEDER	FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL
FNADT	FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
FTP	FILE TRANSFER PROTOCOL
GDF	GAZ DE FRANCE
GEBCO	GENERAL BATHYMETRIC CHART OF THE OCEANS
GIP	GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
GRDF	GAZ RESEAU DISTRIBUTION FRANCE
IAMM	INSTITUT AGRONOMIQUE MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER
IAU IDF	INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION D'ILE DE FRANCE
IDG	INFRASTRUCTURE DE DONNEES GEOGRAPHIQUES
IDS	INFRASTRUCTURE DE DONNEES SPATIALISEES
IFREMER	INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER
IG	INFORMATION GEOGRAPHIQUE
IGN	INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE
INAO	INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE
INERIS	INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES
INPN	INVENTAIRE NATIONAL DU PATRIMOINE NATUREL
INRA	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
INSEE	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
INSPIRE	INFRASTRUCTURE FOR SPATIAL INFORMATION IN THE EUROPEAN COMMUNITY
IRD	INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT
IRSTEA	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE
ISO	INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR STANDARDIZATION
IUT	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE
LNE	LABORATOIRE NATIONAL DE METROLOGIE ET D'ESSAIS
L-R	LANGUEDOC-ROUSSILLON
MAAF	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET
MEDDE	MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE
MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
MIG	MISSION INFORMATION GEOGRAPHIQUE
MNHN	MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE
MNT	MODELE NUMERIQUE DE TERRAIN
NEREUS	NETWORK OF EUROPEAN REGIONS USING SPACE TECHNOLOGIES
ODE	OFFICE DE L'EAU DE LA MARTINIQUE
OGC	OPEN GEOSPATIAL CONSORTIUM
OGE	ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS
OMM	ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE
ONCFS	OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
ONEMA	OFFICE NATIONAL DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES
ONF	OFFICE NATIONAL DES FORETS
ONG	ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
OSM	OPENSTREETMAP
OWS	OPEN WEB SOLUTIONS
PACA	PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
PAG	PORT AUTONOME DE LA GUADELOUPE
PLU	PLAN LOCAL D'URBANISME

PME	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
PNR	PARC NATUREL REGIONAL
PPP	PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE
PRODIGE	PLATE-FORME REGIONALE POUR ORGANISER ET DIFFUSER L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE DE L'ÉTAT
RATP	RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
RFF	RESEAU FERRE DE FRANCE
RGE®	REFERENTIEL A GRANDE ECHELLE (IGN)
RMT	REGION METROPOLITAINE TRINATIONALE
ROM-COM	REGION D'OUTRE-MER ET COLLECTIVITE D'OUTRE-MER
RSS	REALLY SIMPLE SYNDICATION
SAFER	SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL
SAGE	SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX
SANDRE	SERVICE D'ADMINISTRATION NATIONALE DES DONNEES ET REFERENTIELS SUR L'EAU
SAS	SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
SDAP	SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
SDIS	SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SG	SECRETARIAT GENERAL
SGAR	SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES
SGBR(R)	SYSTEME DE GESTION DE BASE DE DONNEES (RELATIONNEL)
SHOM	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE
SIAEP	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
SIEAM	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DU MARENSIN
SIEDA	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIES DE L'AVEYRON
SIG	SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE
SIIG3T	SYSTEMES D'INFORMATION ET INFORMATION GEOGRAPHIQUE POUR LA GESTION ET LA GOUVERNANCE DES TERRITOIRES
SILAT	SYSTEMES D'INFORMATIONS LOCALISEES POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
SINP	SYSTEME D'INFORMATION SUR LA NATURE ET LES PAYSAGES
SMICA	SYNDICAT MIXTE POUR L'INFORMATISATION DES COLLECTIVITES AVEYRONNAISES
SOES	SERVICE DE L'OBSERVATION ET DES STATISTIQUES
SPANC	SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
SRTM	SHUTTLE RADAR TOPOGRAPHY MISSION
SYDEC	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE ET D'EAU DES COMMUNES
SYDEV	SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ET D'EQUIPEMENT DE LA VENDEE
SYMEG	SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DE LA GUADELOUPE
TIC	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
TJS	TABLE JOINING SERVICE
TMA	TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE
TME	TIERCE MAINTENANCE EXPLOITATION
TMS	TILE MAP SERVICE
TNT	TELEVISION NUMERIQUE TERRESTRE
UMR	UNITE MIXTE DE RECHERCHE
WFS	WEB FEATURE SERVICE
WGS	WEB GEO SERVICES
WMC	WEB MAP CONTEXT
WMS	WEB MAPPING SERVICE
WMS-C	WEB MAPPING SERVICE – CACHED
WMTS	WEB MAP TILE SERVICE
WPS	WEB PROCESSING SERVICE